

Journée d'étude du CIEP, vendredi 16 novembre 2018

# Du commerce, des traités et des droits





<b>9:30</b>	Accueil
<b>9:45</b>	Introduction par <b>Virginie DELVAUX</b> (CIEP)
<b>10:00</b>	<i>Commerce international et traités de libre échange : du multilatéral au bilatéral</i> Par <b>Arnaud ZACHARIE</b> (CNCD 11.11.11.)
<b>11:00</b>	<i>Pour un traité qui discipline les multinationales : traité contraignant et devoir de vigilance</i> Par <b>Santiago FISCHER</b> (WSM) Discutant pour la matinée : <b>Etienne LEBEAU</b> (CNE)
<b>12:00</b>	Pause déjeuner
<b>13:00</b>	<i>Perspectives du Sud sur les traités commerciaux: un point de vue depuis les Andes</i> Par <b>Angela OCAMPO CARVAJAL</b> (IACS - UCL) Discutant : <b>Mario BUCCI</b> (CIEP)
<b>14:00</b>	<i>Perspectives féministes sur les traités de libre échange et les droits des travailleurs et travailleuses</i> Par <b>Tessa CERISIER</b> , (WILPF – Genève) Discutante : <b>Magali VERDIER</b> (MOC Bruxelles)
<b>15:00</b>	<i>Syndicats, commerce et traités : quelles mobilisations et solidarités ?</i> Par <b>Thomas MIESSEN</b> (CSC - Service International)
<b>16:00</b>	Conclusions et perspectives par <b>Christian KUNSCH</b> (MOC)
<b>16:30</b>	Fin de la journée



# Introduction

Virginie Delvaux  
CIEP

# TRAITES COMMERCIAUX DE LIBRE ECHANGE

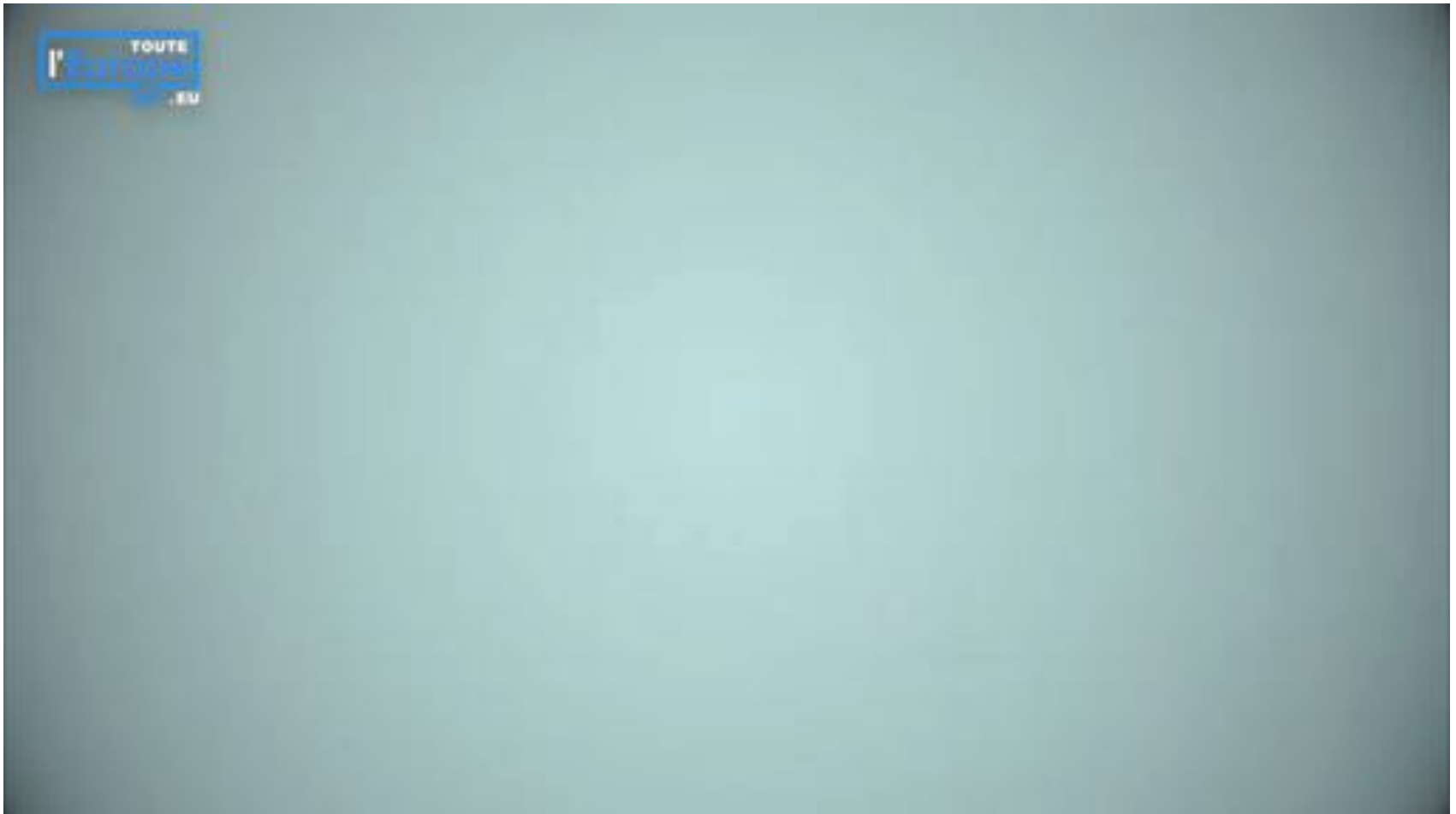


# PILE : le côté obscur de la force



**Objectif : saboter tous principes démocratiques**

# Comment ? en simplifiant le propos



Comment? En maintenant la  
population dans l'ignorance

\$100,000 REWARD

# Comment? en nous infantilisant

Commerce mondial : la déni | Traités de libre échange + il | Que vante le patron des pa | Envoyons le CETA devant la | Quand Juncker e | Ajouter aux favoris ou à la liste de lectures (Ctrl + D)

Non autorisé | <http://www.bruxelles2.eu/2016/10/30/quand-juncker-explique-la-belgique-aux-belges/>

En poursuivant votre navigation sur ce site, vous acceptez l'utilisation de Cookies pour améliorer votre expérience et réaliser des statistiques de visites. [En savoir plus](#) | [J'accepte](#)

## Quand Juncker explique la Belgique aux Belges...

30 OCT 2016 | *De guerre mondiale, CDH, CETA, Jean-Claude Juncker*



« Je ne suis pas nerveux... j'explique la Belgique aux Belges » – Jean-Claude Juncker à la conférence de presse lors de la signature du CETA avec le Canada

(B2) Clôturant la conférence de presse sur la signature du CETA, l'accord

Une alerte à chaque article publié

Non

E-mail\*

[S'abonner](#)

ESPACE ABONNÉ

### Bruxelles2Pro

Diplomatie européenne, sanctions, fonds de défense, FESC, PSDC... Toute actualité analysée : exclusifs, confidentiels, décryptages, verbatim, jurisprudence, fiches-mémos + carnet de veille 3 fois par semaine

[Découvrir ►](#) | [Souscrire en ligne ►](#)

LE LIVRE DE RÉFÉRENCE

13:01 10-11-16



# Comment? en remplaçant la révolte par la culpabilité

The screenshot shows a web browser window displaying a news article on the RFI website. The browser's address bar shows the URL: <https://francais.rfi.com/international/33163/les-larmes-negociatrice-canadienne-ceta-etaient-simulees-culpabiliser-europeens>. The page header includes the RFI logo, the text "OSEZ QUESTIONNER", and "EN DIRECT". The article title is "Les larmes de la négociatrice canadienne du CETA étaient simulées pour «culpabiliser» les Européens", dated "9 fév. 2017, 22:53". The main image shows a building with a flag that is partially covered by a red, yellow, and grey tarp. To the right of the article is a promotional banner for a program titled "Enfin de vrais débats!" featuring Frédéric Taddei. The banner text includes "INTERDIT D'INTERDIRE" and "animé par FRÉDÉRIC TADDEI". Below the banner is a red button that says "RETROUVEZ-NOUS SUR". The Windows taskbar is visible at the bottom of the screen.

OSEZ QUESTIONNER EN DIRECT

## Les larmes de la négociatrice canadienne du CETA étaient simulées pour «culpabiliser» les Européens

9 fév. 2017, 22:53

**Enfin de vrais débats !**  
INTERDIT D'INTERDIRE  
animé par FRÉDÉRIC TADDEI  
DU LUNDI AU JEUDI À 19H SUR RFI

RETROUVEZ-NOUS SUR

# Comment? Par des démonstrations de haut-vol

Commercia mondial - la dén | Traité de libre échange + il | Le CETA - de quoi s'agit-il

www.louismichel.be/fr/urls-de-quoi-sagit-il/realiment/0218/02/00

LM LOUIS MICHEL

ME CONNAÎTRE EUROPE BELGIQUE MONDE MON ALBUM CONTACT f t

## L'ENJEU GEOPOLITIQUE

Ceci me pousse à une dernière mais non moins importante réflexion : l'aspect géopolitique de ces accords de libre-échange. Le CETA, comme le TTIP, sont bien plus que des accords commerciaux. C'est un choix géopolitique majeur. S'opposer c'est oublier qu'au même moment d'autres alliances commerciales se négocient à travers le monde, c'est oublier que la montée fulgurante de nouvelles puissances mondiales vient directement nous concurrencer. Nous devons créer un bloc qui partage les mêmes valeurs. Si nous restons à la traîne en freinant notre ancrage dans le monde, d'autres comme la Chine ou l'Inde le feront à notre place et dicteront à terme, leurs normes sur la scène internationale. Ce n'est qu'ensemble que nous serons suffisamment forts pour maintenir nos normes à l'échelle mondiale et éviter la spirale négative. Le CETA n'est pas là pour détruire nos valeurs mais pour les consolider afin de fixer les normes mondiales plutôt que de suivre celles fixées par d'autres.

Je suis très surpris d'entendre que le CETA est un danger pour nos valeurs alors que le Canada est un État proche de l'UE, un partenaire clé dont les similitudes tant dans son fonctionnement, que ses valeurs, que son développement économique ne sont plus à démontrer. Nous avons, des liens historiques et culturels forts avec ce pays depuis le 15<sup>e</sup> siècle. Notre proximité culturelle et linguistique n'est plus à démontrer. Si nous refusons un accord avec le Canada, alors avec qui pouvons-nous encore en faire un ? Il peut paraître tout de même paradoxal qu'une région comme la Wallonie vende des armes à l'Arabie saoudite via la FN d'Herstal qu'elle dépend à 100% mais refuse de conclure un accord avec un pays ami où les missions parlementaires et gouvernementales se bousculent et se succèdent depuis ces 30 dernières années.

J'espère avoir pu répondre à nombreuses de vos inquiétudes. Si vous en avez d'autres n'hésitez pas à me contacter pour que je puisse y répondre. Mon objectif est d'apporter des éléments concrets pour remettre en perspective l'image que fait parfois le média sur ce qui est de toute façon d'un accord de libre-échange, quel que soit son contenu.

14:29 13-11-12

# Comment? En cherchant à intimider(1)

Ceta: des milieux d'affaires font pression sur les Wallons

STÉPHANE TASSIN ET MARIA UDRESCU Publié le mardi 10 octobre 2016 à 16h43 - Mis à jour le mardi 10 octobre 2016 à 16h48



The image shows a group of people at a protest. They are holding large red signs with a black and white graphic of a man with his arms raised. The text on the signs is in French. One sign reads "POUR SAUVER LE CLIMAT STOP TAFTA & CETA!". Another sign reads "ON A TOUTES ET TOUS LA BONNE RAISON DE S'OPPOSER AUX TRAITÉS DE LIBRE ÉCHANGE". The background shows trees and a crowd of people.

# Comment ? en cherchant à intimider (2)



# FACE : l'empire contre attaque



# Diversité d'acteurs



La conversion est terminée 20160920\_tract\_VF\_T18 x

viefeminine.be/actu/pdfs/20160920\_tract\_VF\_T18\_C11.pdf

premier pas vers la signature du TPE inconcevable.

## Qu'y a-t-il le 20 septembre 2016 ?

Une grande mobilisation aura lieu à Bruxelles pour dire NON à ces traités. Le but : mettre un maximum de pression sur leurs négociateurs et leurs signataires. Vie Féminine y prendra part.

## Les femmes sont in-traitables !

### Vie Féminine rejoint la mobilisation nationale

**Deux rendez-vous à Bruxelles mardi 20 septembre :**

- 14h30 - - **échauffement collectif - pour femmes**, par Vie Féminine Bruxelles : exercices pour être à l'aise et prendre sa place dans l'espace public, chants, slogans, préparation...  
Lieu : nouvelle antenne Vie Féminine, Chaussée de Haecht 176, 1030 Bruxelles  
Confirmer sa participation à [bruxelles@viefeminine.be](mailto:bruxelles@viefeminine.be) - 02 513 69 00
- 16h30 - - **groupe femmes - dans la mobilisation** (au sein du bloc - Démocratie -)  
Lieu : Rue de la loi 61, 1000 Bruxelles (représentation belge auprès de l'Union Européenne)  
Fin prévue à 19h au rond-point Schuman avec un - festival des alternatives -.

Windows taskbar: 2016 14:11:18

# Un ancrage local pour un enjeu global



**LE TRAITÉ TRANSATLANTIQUE**

**Ca vous concerne!**

**5 séances d'information en province de Luxembourg**

- 21/05 à Marbais - M. de Trazannes (Bruxi Ponsard 0217610)
- 06/06 à Bastogne (02171144)
- 07/06 à Arlon (02171144)
- 07/06 à Pétange (02171144)
- 08/06 à Neuchâteau (02171144)
- 08/06 à Mersch (02171144)
- 08/06 à Bastogne (02171144)
- 08/06 à Bastogne (02171144)

**Une organisation du collectif NO TTIP Province de Luxembourg**



Cette des milieux d'affaires | Liège se déclare Ville h...

Collectif No-TTIP

https://www.liège.be/fr/une-commune-ville-engagée/je-ne-déclare-ville-hors-zone-de-ttip



Vous êtes ici : Accueil → Vie Communale → Ville engagée → Contre le TTIP et le CETA

## Liège se déclare Ville hors zone au TTIP et CETA

### Liège, « zone hors CETA »

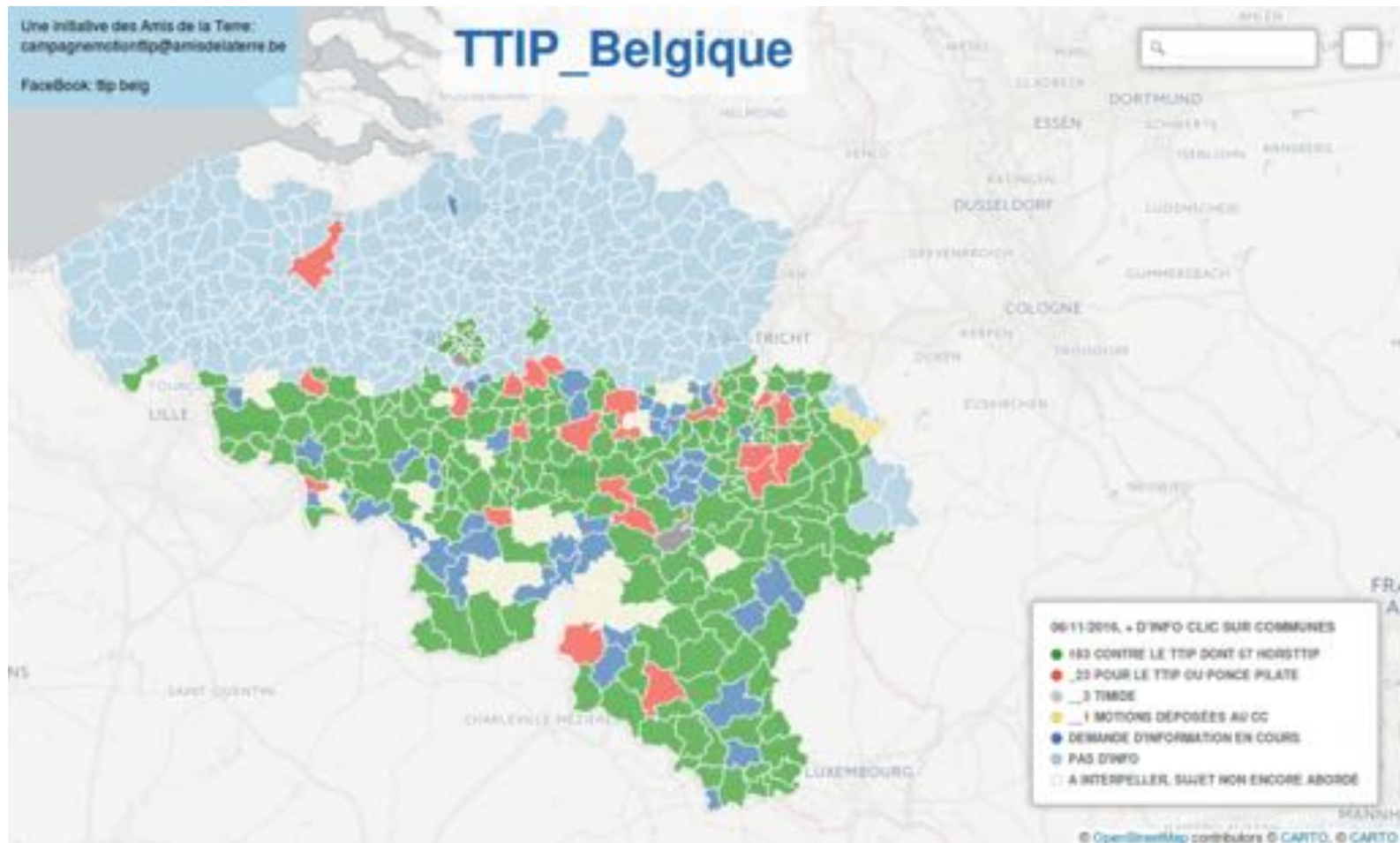
En 2015, la Ville de Liège se déclarait « zone hors TTIP ». La mobilisation avait cependant un horizon plus large : s'opposer à tout ce qui peut menacer les normes sociales, environnementales, économiques, sanitaires, agricoles, de propriété intellectuelle, de culture, ou d'enseignement qui fondent l'exception européenne.

Or, à bien des égards, le projet de traité CETA, qui vise à organiser les échanges commerciaux entre l'Union européenne et le Canada représente les mêmes risques que le TTIP.

C'est notamment le cas en matière de capacité des autorités publiques à maintenir ou à créer de nouveaux services publics, de protéger les droits sociaux, de garantir la protection sociale...

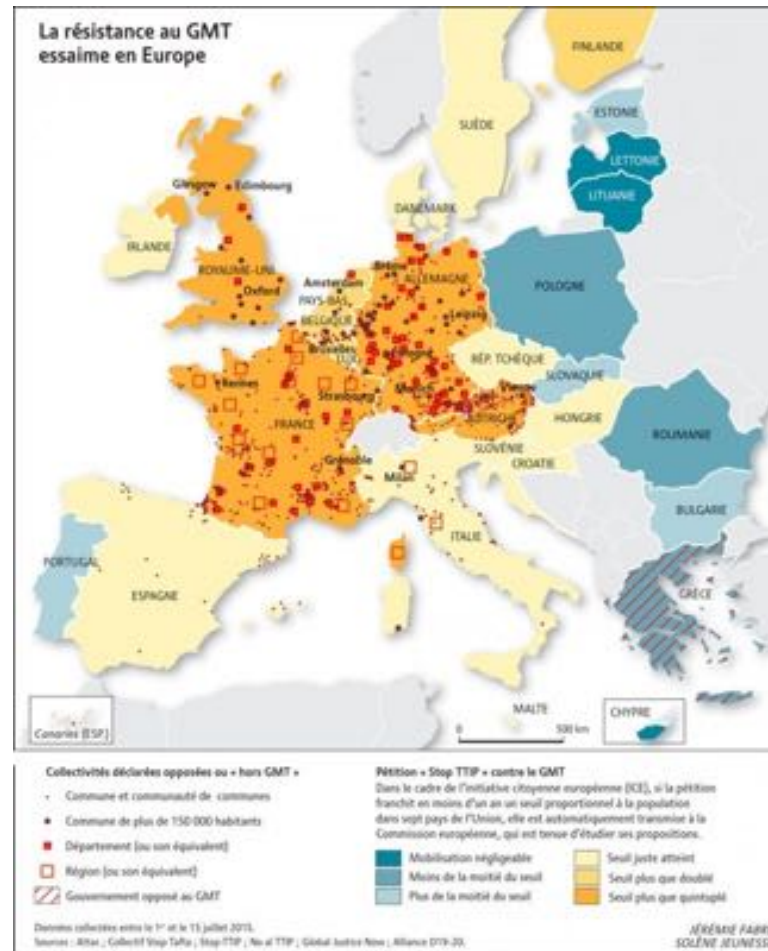


# Un rayonnement géographique





# Un rayonnement géographique



# Des actions diverses et complémentaires



Conférence-Débat et interpellation citoyenne  
**15 septembre à 19h30**

**Traités de libre-échange TTIP / CETA :  
Qu'en pensent les partis représentés  
au Parlement Wallon ?**

Salle Gothel de l'ULG 7 place du xx août - 4000 Liège

Introduction : Michel Cermak (CNCD)

Invités : Marie Arena (PS), Philippe Lamberts (ECOLO),  
Marie-Dominique Simonet (CDH), Raoul Heidebeuw (PIB),  
Interpellations : Bruno Pareyn (CEPAG), Etienne Lebeau (CNE)  
et Juliette Boulet (GreenPeace).

Animation : Olivier La Bussy (La Libre Belgique)

Illustration graphique : Harald Franssen

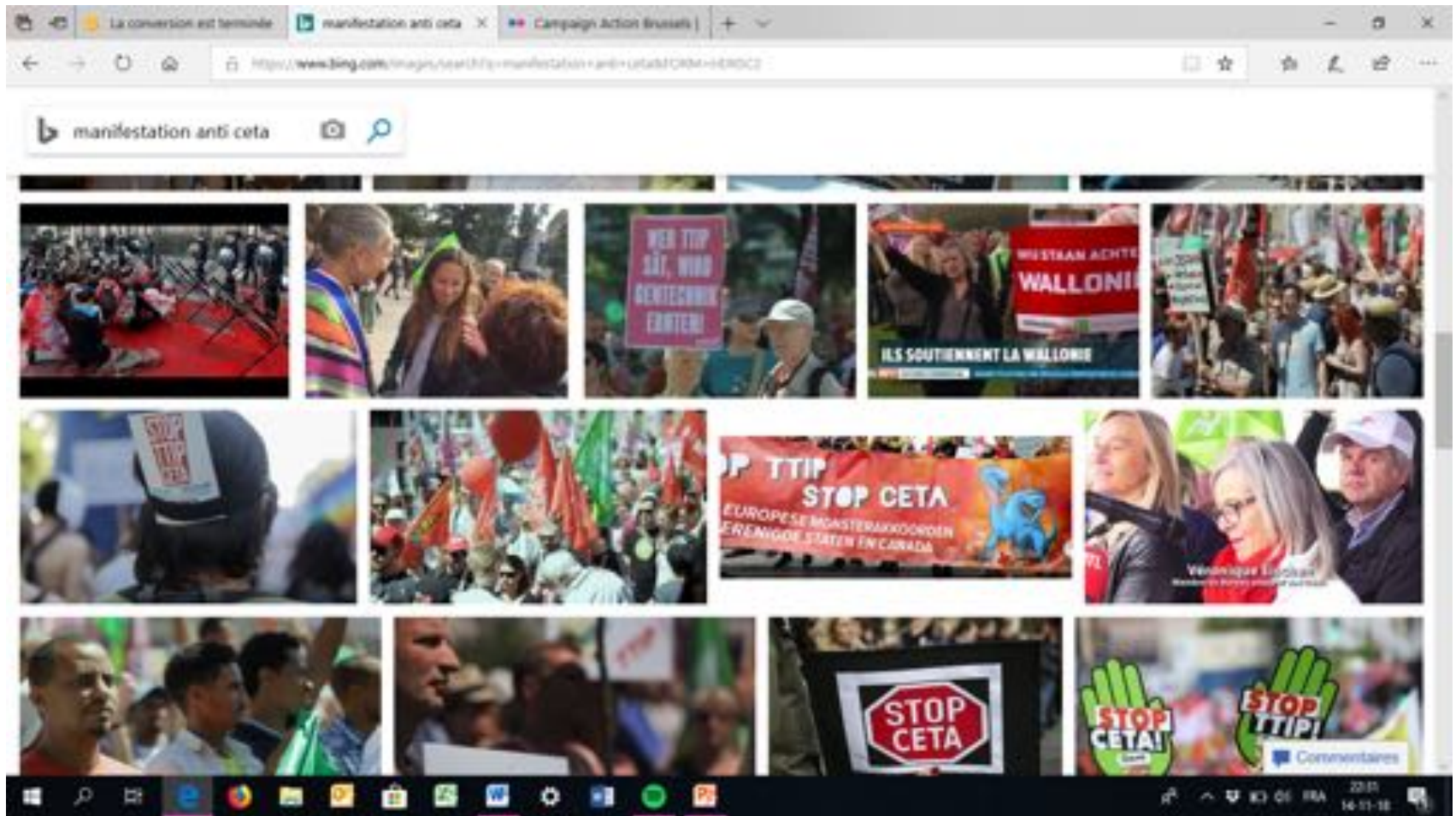
**PRIX LIBRE**

Une initiative de la plate-forme "Liège Contre l'Austérité"  
ACC - Atlas Liège - CADTM - CEPAG - CNE - CSC Liège-Huy-Waremme  
Ecolo / Ulg - FOTB Liège-Huy-Waremme - FPS Liège - MSC  
Mouvement Vega - PC Liège - PTB Liège  
Liège-contre-austerite.be - contact@liege-contre-austerite.be  
https://twitter.com/LgCusterite  
www.facebook.com/LiegeContreAusterite

En prélude de la journée de mobilisation contre le TTIP et le CETA du 20 septembre à Bruxelles, nous avons décidé d'organiser ce 15 septembre à l'ULG une grande conférence-débat consacré à ces traités. L'objet de cette conférence-débat est d'interpeller les partis représentés au Parlement sur leur attitude concernant le TTIP à l'heure où celui-ci semble connaître plusieurs revers (France, Allemagne...). Mais également concernant le CETA (son équivalent avec le Canada) qui ne doit pas servir de cheval de Troie du TTIP.



# Adhésion large de la population



# La construction d'un réel rapport de force



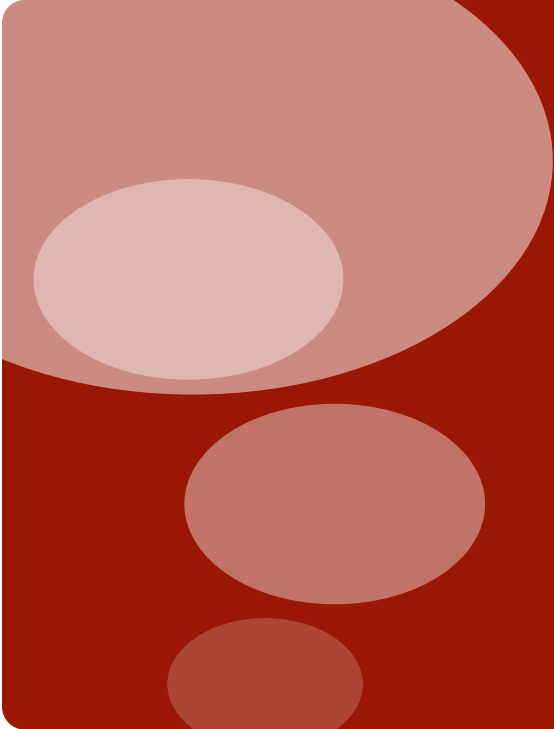
# ET MAINTENANT

LE CONDAMNÉ - L'ABSENT - QUAND L'AMOUR EST MORT



**GILBERT  
BECAUD**

LA VOIE DEL PASADISO  
EDIZIONE 1970



# Commerce international et traités de libre échange: du multilatéral au bilatéral

Arnaud Zacharie  
CNCD – 11.11.11

Discutant: Etienne Lebeau - CNE

# 25 ans de politiques commerciales internationales



16/10/2018, LLN

Arnaud Zacharie

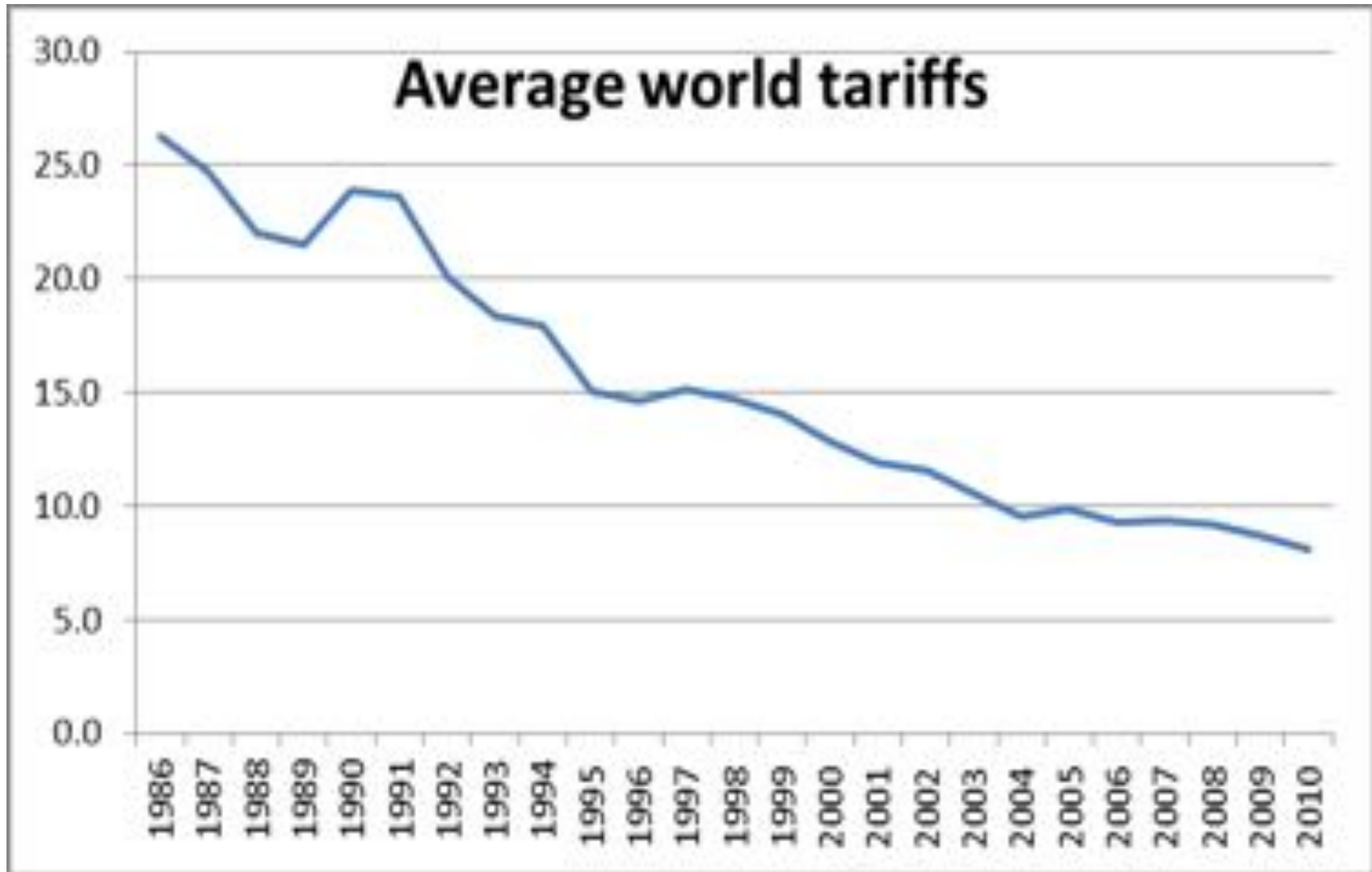
# Historique du commerce mondial



- 1995 : création de l'OMC et baisse multilatérale des tarifs
- 1999 : échec du Millenium Round à Seattle
- 2001 : adoption du programme de Doha pour le développement
- 2003 : création du G21 à l'OMC et échec de la conférence ministérielle de Cancun -> prolifération d'accords bilatéraux
- 2008 : crise financière et effondrement du commerce mondial, puis stabilisation et croissance faible des échanges
- 2013 : début des négociations du TTIP -> accord de nouvelle génération
- 2016 : signature du CETA -> premier accord de nouvelle génération conclu par l'UE
- 2018 : « guerre commerciale » annoncée par Trump et paralysie de l'OMC



# La baisse mondiale des tarifs



# Des tarifs devenus très faibles

## Where Global Tariffs Are Highest And Lowest

Average weighted tariff rate applied across all products in 2016 (%)

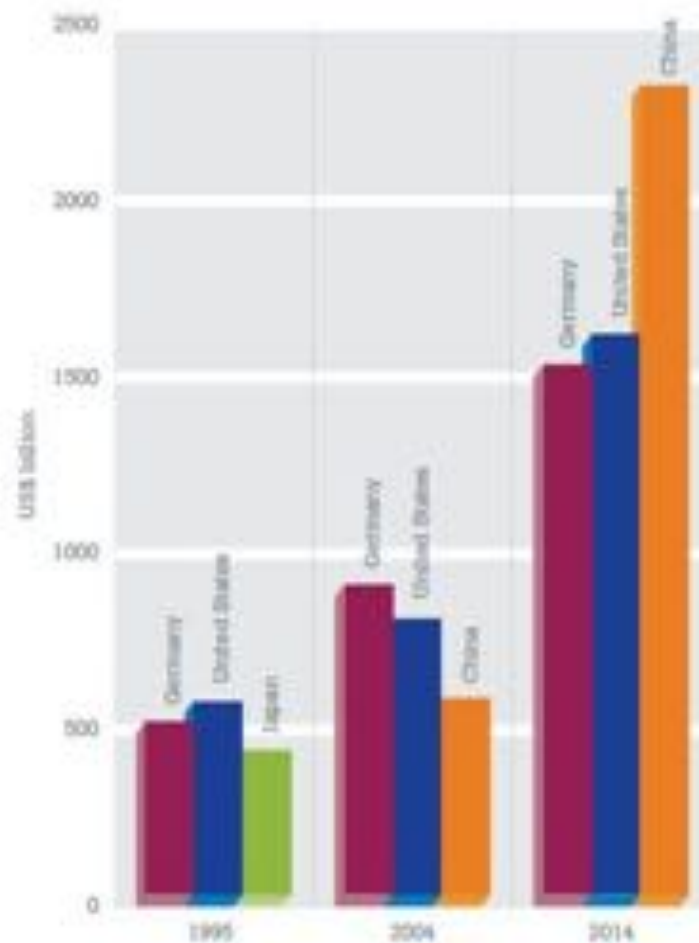
Legend:   
 <2.51 (lightest blue)   
 2.51-4.77 (light blue)   
 4.77-7.10 (medium blue)   
 7.10-9.62 (dark blue)   
 >9.62 (darkest blue)



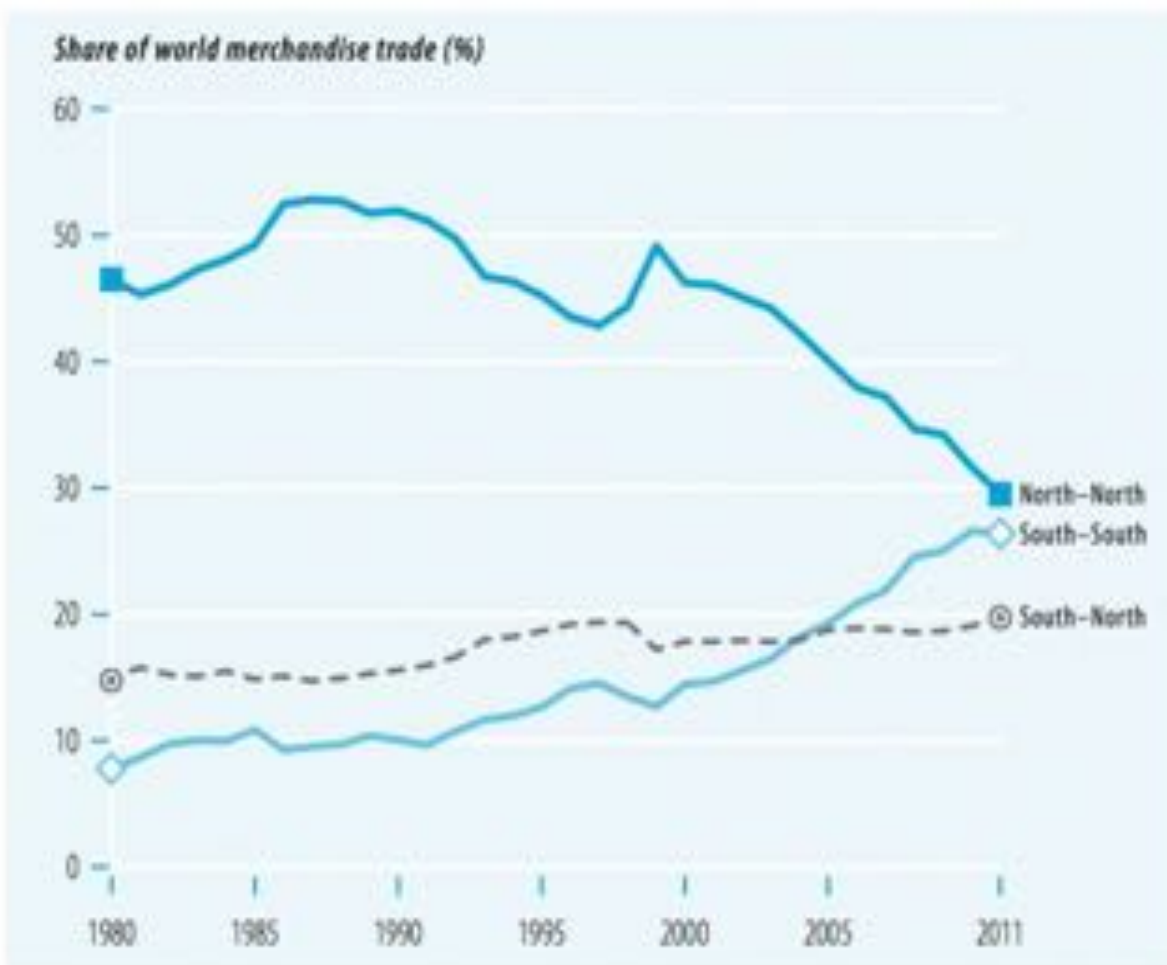
@StatistaCharts Source: World Bank

# La montée en puissance de la Chine

World's top exporters, 1995-2014

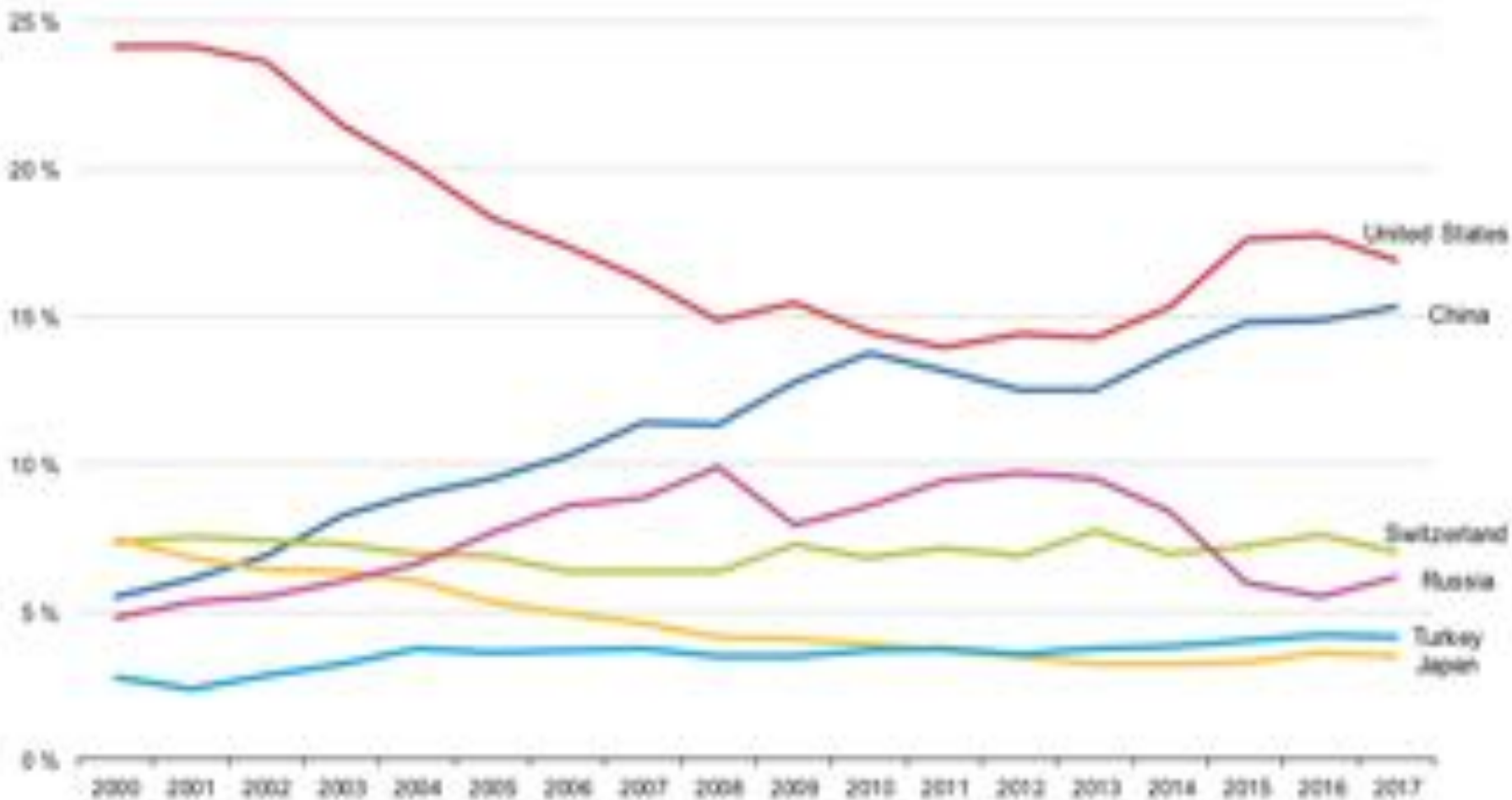


# La montée en puissance du commerce Sud-Sud



Note: North in 1980 refers to Australia, Canada, Japan, New Zealand, the United States and Western Europe.  
Source: HDRO calculations based on UNSD (2012).

# Evolution des échanges commerciaux de l'UE



# Le ralentissement du commerce mondial

## A weak performance in global trade growth

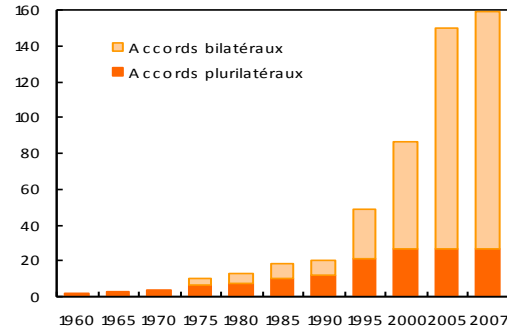
Monthly growth in volume of global goods trade (%)



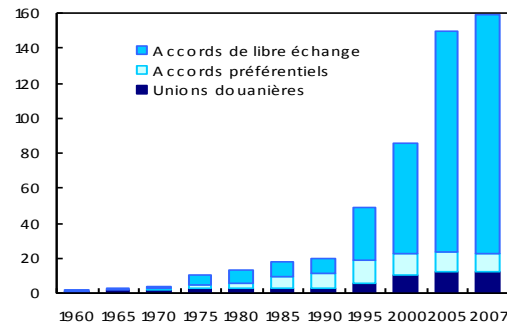
Average value between 1992-2008: 6.5%

# La prolifération d'accords commerciaux bilatéraux

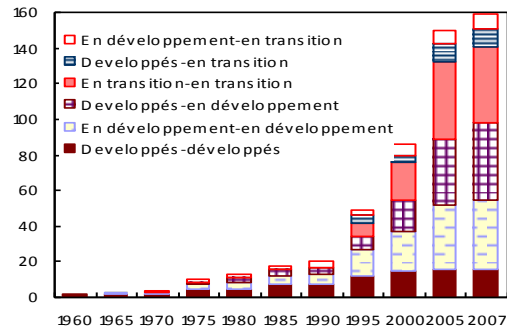
A. Par type d'accord



B. Par degré d'engagement



C. Par classification économique des parties



# La prolifération d'accords bilatéraux sur l'investissement

Figure III.11. Trends in IIAs signed, 1980–2016

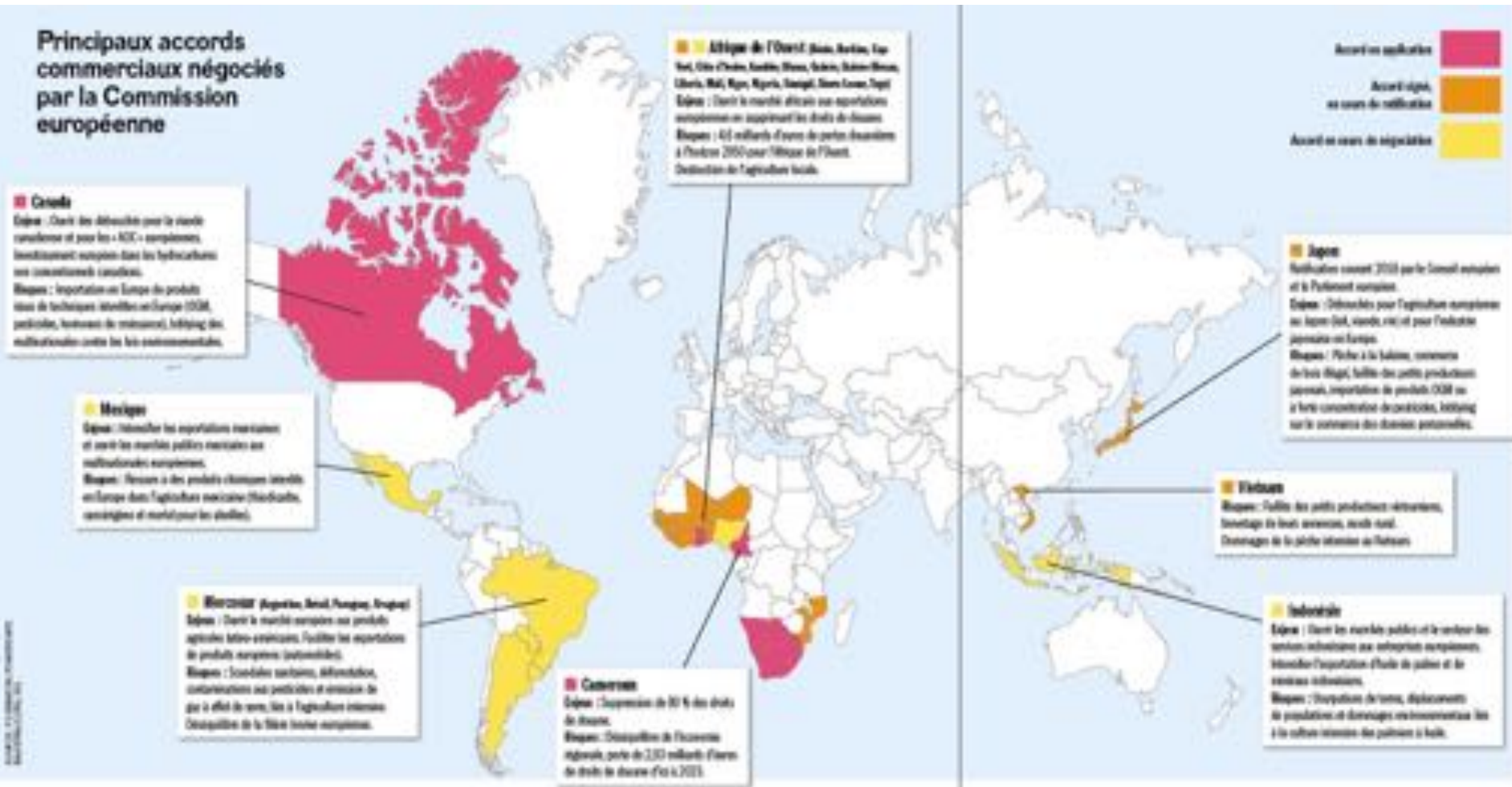


Source: UNCTAD, IIA Navigator



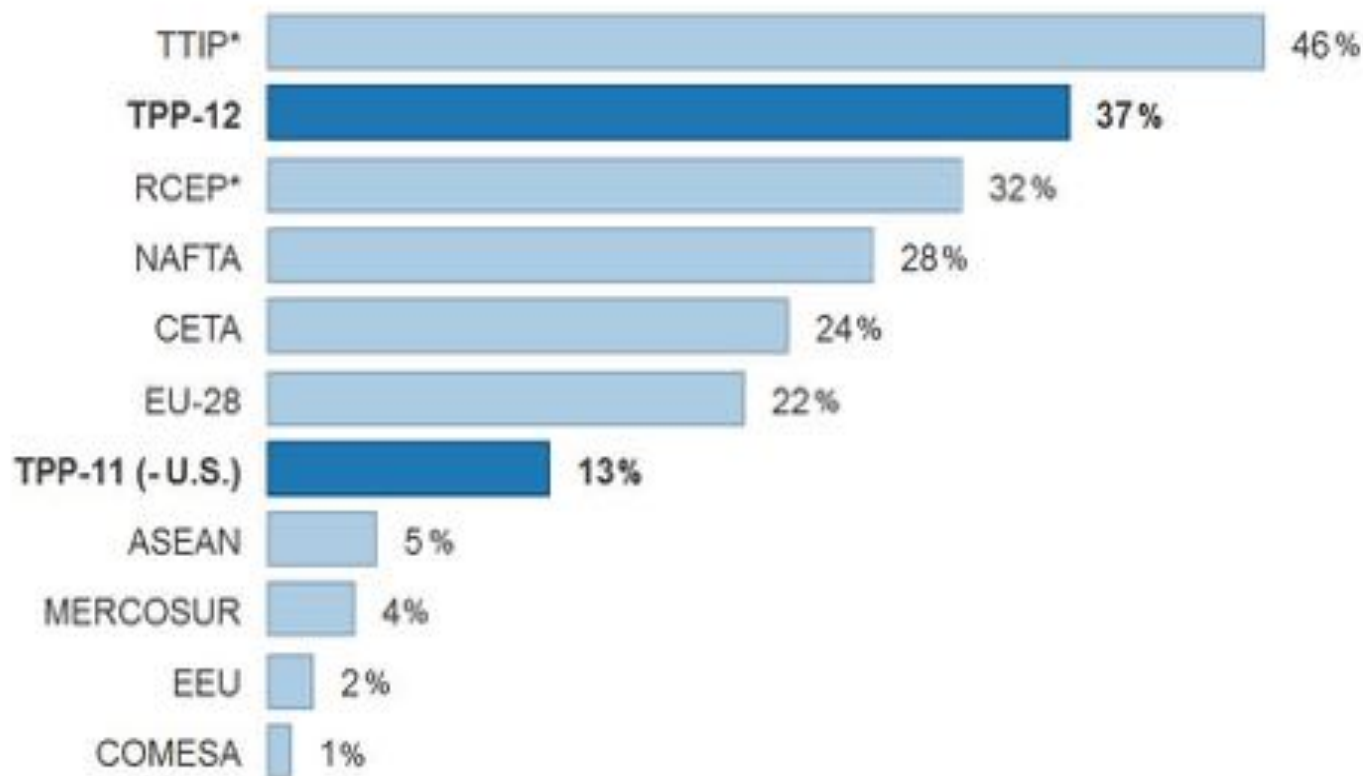
# L'approche bilatérale de l'UE

## Principaux accords commerciaux négociés par la Commission européenne



# Les méga-accords de nouvelle génération

Regional trade agreements, % of global GDP covered



\* not concluded

# Des accords mixtes de nouvelle génération



Cour de justice de l'Union européenne  
COMMUNIQUE DE PRESSE n° 52/17  
Luxembourg, le 16 mai 2017

Presse et information

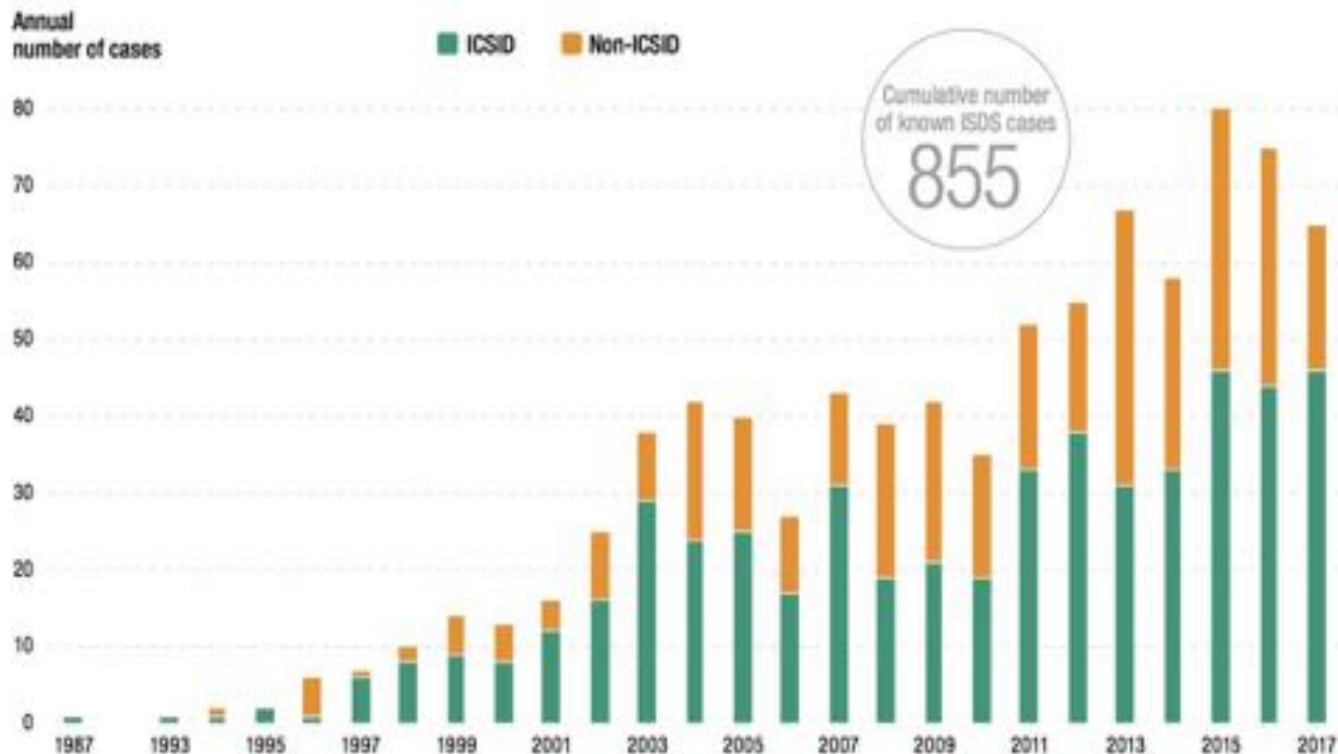
Avis 2/15

**L'accord de libre-échange avec Singapour ne peut pas, dans sa forme actuelle, être conclu par l'Union européenne seule**

*Les dispositions de l'accord relatives aux investissements étrangers autres que directs ainsi que celles relatives au règlement des différends entre investisseurs et États ne relèvent pas de la compétence exclusive de l'Union, de sorte que l'accord ne peut pas être conclu, en l'état, sans la participation des États membres*

# Clause ISDS et différends investisseurs/Etats

Figure III.4. Trends in known treaty-based ISDS cases, 1987–2017



Source: UNCTAD, ISDS Navigator.

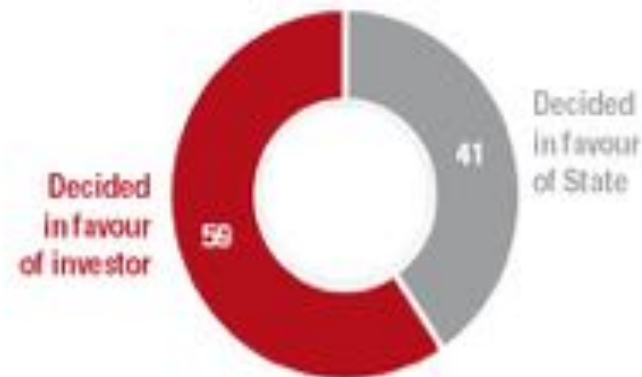
Note: Information has been compiled on the basis of public sources, including specialized reporting services. UNCTAD's statistics do not cover investor-State cases that are based exclusively on investment contracts (State contracts) or national investment laws, or cases in which a party has signalled its intention to submit a claim to ISDS but has not commenced the arbitration. Annual and cumulative case numbers are continuously adjusted as a result of verification processes and may not match case numbers reported in previous years.

# Un biais pro-investisseurs

Results of concluded ISDS cases, 1987–2016 (Per cent)



Results of ISDS decisions on the merits, 1987–2016 (Per cent)



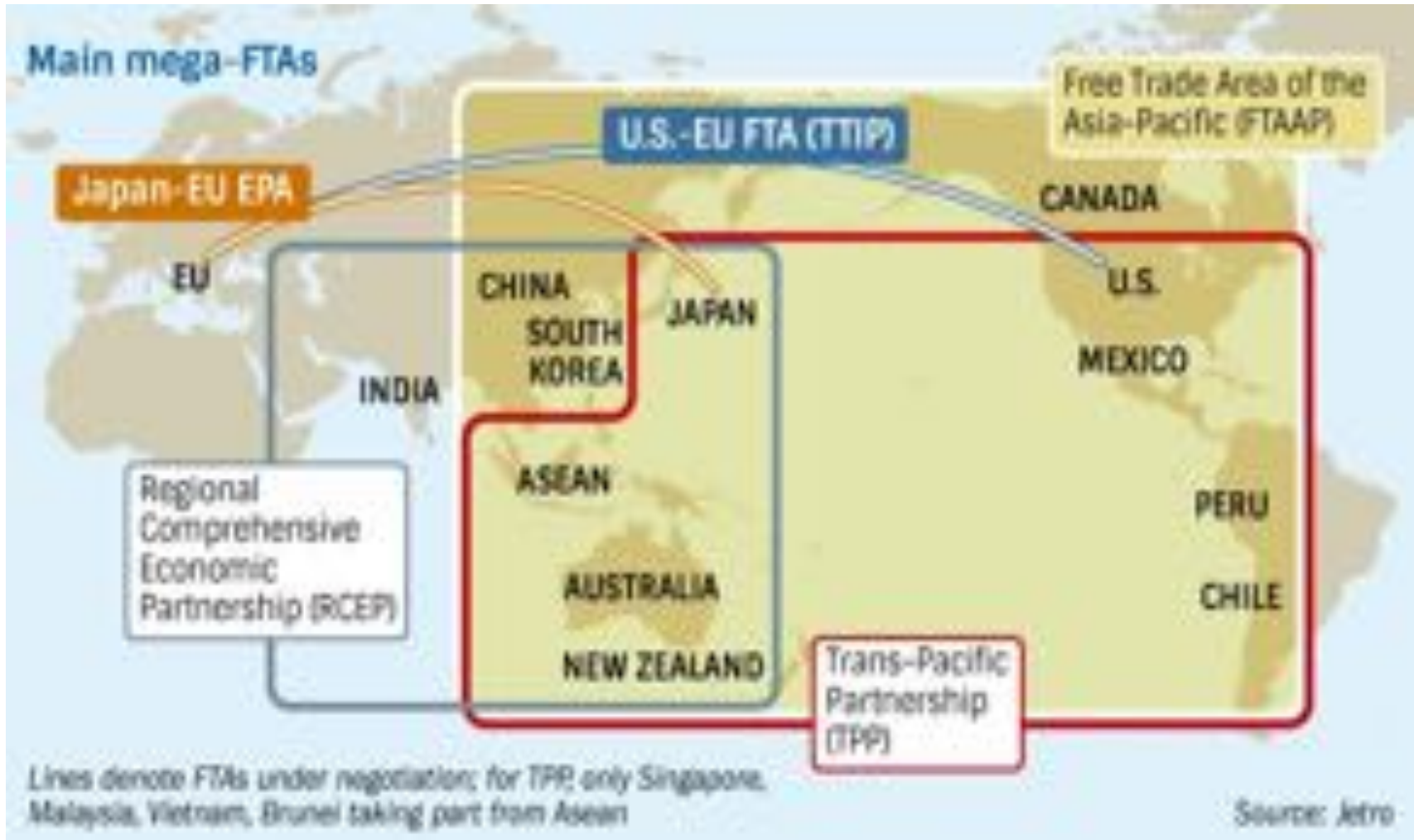
Source: ©UNCTAD, ISDS Navigator.

\*Decided in favour of neither party (liability found but no damages awarded).

Source: ©UNCTAD, ISDS Navigator.

Note: Excluding cases (i) dismissed by tribunals for lack of jurisdiction, (ii) settled, (iii) discontinued for reasons other than settlement (or for unknown reasons), and (iv) decided in favour of neither party (liability found but no damages awarded).

# La fragmentation du système commercial



# Des accords de plus en plus complexes (GATT = 78 pages !)



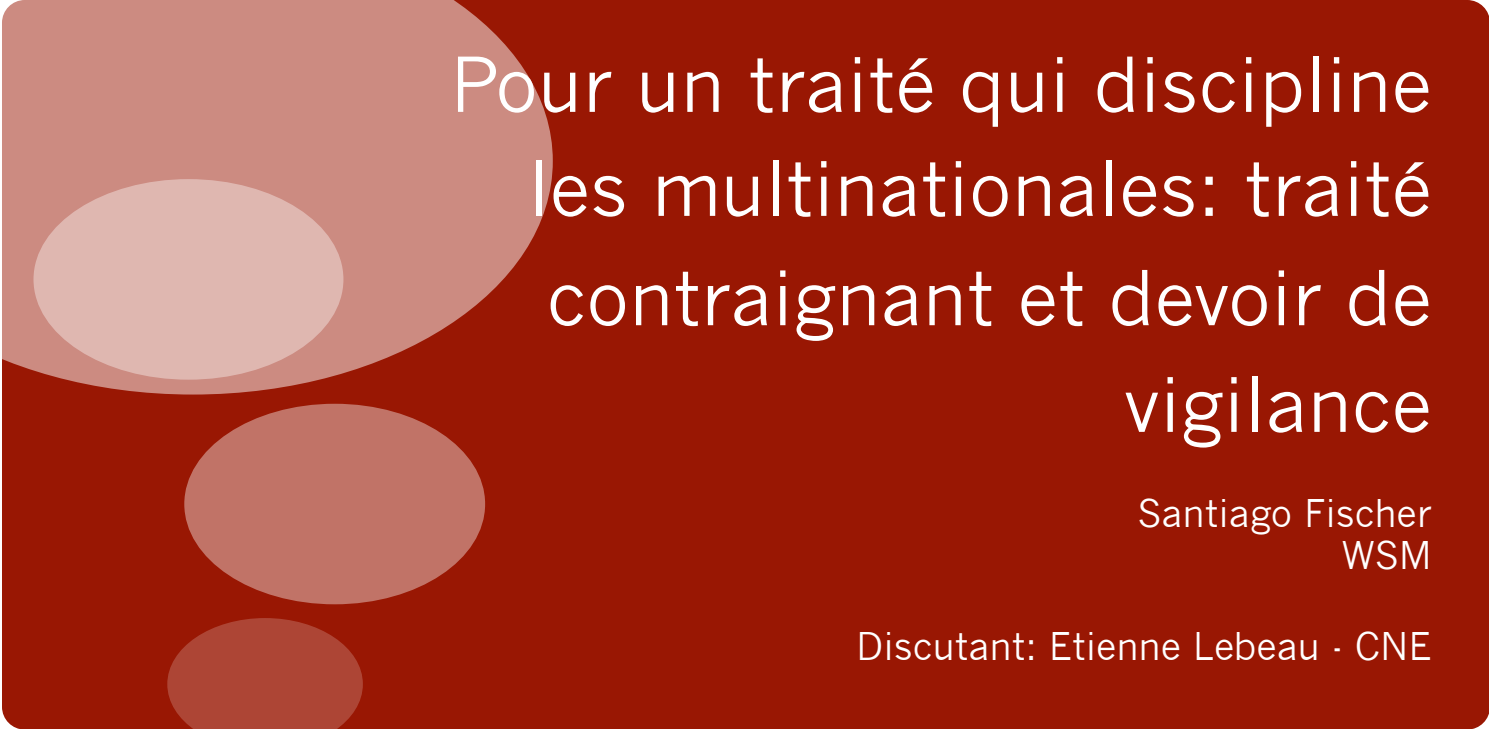
# Guerre commerciale et paralysie de l'OMC





# Conclusion: les enjeux du commerce mondial

- L'enjeu de la réforme de l'OMC
- L'enjeu de la clause d'arbitrage
- L'enjeu des normes sociales et environnementales
- L'enjeu du devoir de vigilance
- L'enjeu du partage des connaissances et des technologies
- L'enjeu du traitement spécial et différencié



Pour un traité qui discipline  
les multinationales: traité  
contraignant et devoir de  
vigilance

Santiago Fischer  
WSM

Discutant: Etienne Lebeau - CNE

# Discipliner les multinationales : vers un traité contraignant !

*Santiago Fischer,  
WSM-Solidarité Mondiale  
Louvain-La-Neuve, 16 novembre 2018*



Wereldsolidariteit  
Solidarité Mondiale  
World Solidarity  
Solidaridad Mundial

# Des violences par milliers... en toute impunité



# STOP à l'impunité des multinationales

---

- ✓ Violations des droits humains, sociaux, environnementaux
- ✓ Nature complexe des entreprises transnationales et des chaînes d'approvisionnement
- ✓ Secteurs à risque : bois, métal, extractives, textile, dragage, forêts, alimentation
- ✓ Entreprises belges aussi concernées !



# Entreprises belges



Dégâts  
environnementaux,  
déplacements de  
populations aux  
quatre coins du  
monde



"Jan de Nul. Le roi des  
dragueurs", Par  
Quentin Noirfalisse,  
magazine Médor  
(Automne 2017)



# Entreprises belges



Amiante : victimes en  
Belgique et en Inde



# Entreprises belges



**Socfin pointé pour des pratiques douteuses que le groupe belge conteste**  
**(RTBF.BE, 25/11/2015)**



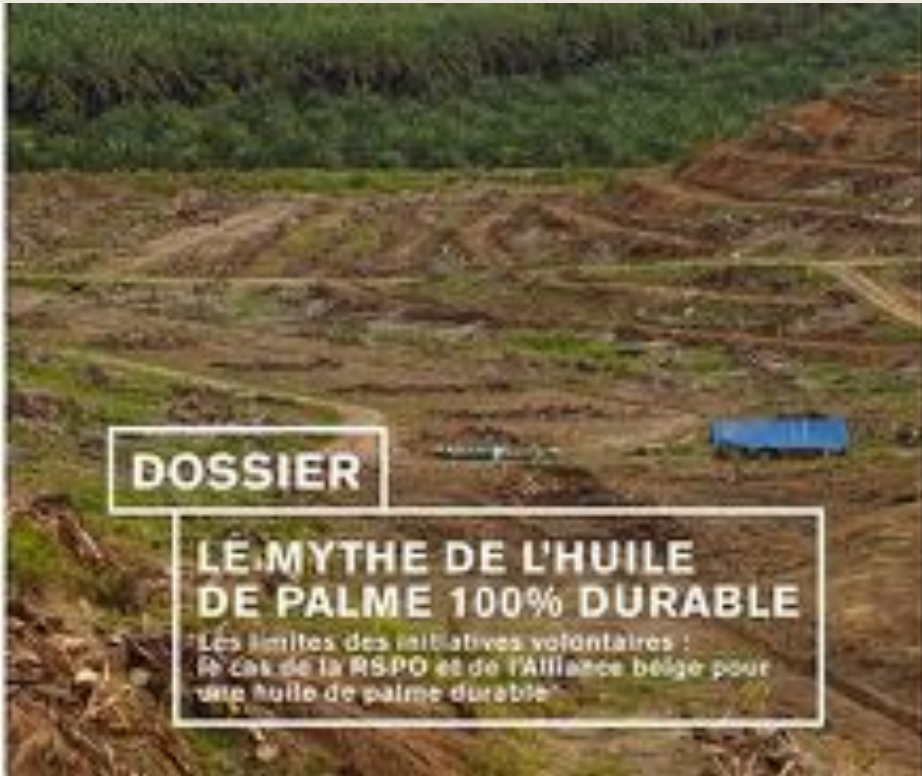
Accaparement de terres, violences au Cameroun...







# Mobilisation des ONG's



# Responsabilisation des entreprises

- ✓ **Responsabilité sociale des entreprises ?**
- ✓ Les bonnes actions d'une entreprise
- ✓ p. ex. soutenir une "bonne cause".



# Responsabilisation des entreprises

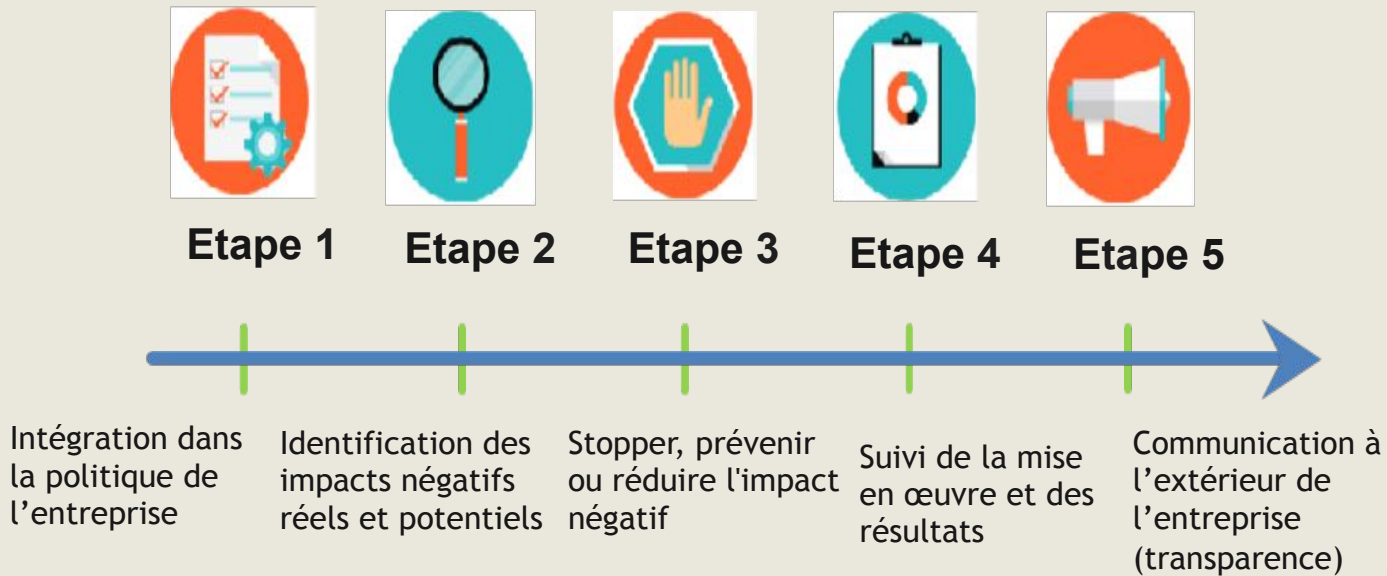
---

## **Analyse de risque sur les violations des droits humains: "Devoir de vigilance" dans les chaînes d'approvisionnement**

*"Processus par lequel les entreprises identifient, préviennent et réduisent l'impact négatif réel et potentiel de leurs actions et rendent compte de la façon dont elles gèrent les risques."*



# Devoir de vigilance en matière de droits Humains (ou *Human Rights Due Diligence*):



# La Communauté internationale se mobilise

---

- ✓ Initiatives internationales volontaires (OCDE)  
Principes directeurs (Multinationales), 1976 et autres Guides de devoir de vigilance (sectoriel)
  - ✓ OIT : discussion générale sur les chaînes de valeur mondiales (2016)
  - ✓ UNGP on Business & Human Rights: « Devoir de vigilance » (J.Ruggie)
    - Protéger
    - Respecter
    - Remédier
- ➔ **Volontariat, sans surveillance !**



# Les entreprises se prennent en main

- Codes de conduite
- Instruments d'auto-évaluation
- Audits sociaux
- Certifications, labels, systèmes de management (FSC, SA 8000,.....)
- Mécanismes de plainte
- Accords-cadres internationaux
- Participation à des initiatives multipartites
- Rapports sur le développement durable





# Traité des Nations Unies: Pourquoi ?

---

- ✓ Affirmer la **primauté des droits humains** sur les intérêts économiques ;
- ✓ Forcer les entreprises transnationales à **respecter les droits humains** partout où elles opèrent et les tenir responsables en cas d'abus ;
- ✓ Garantir l'**accès à la justice** pour les victimes



# Traité des Nations Unies

---

## Mais aussi...

- ✓ Renverser la charge de la preuve
- ✓ Diminuer coûts de procédure pour plaintes
- ✓ Obligations extra-territoriales
- ✓ Protéger les lanceurs d'alerte et défenseurs des droits humains



# Agir

- Se mobiliser en vue de la 5eme session du Conseil des Droits de l'Homme des Nations Unies (octobre 2019) → **Pour un traité ambitieux !**




# Quel cadre législatif en Belgique ?

---

- ✓ Exemples inspirant : France, Allemagne, Pays-Bas
- ✓ Belgique: à la traîne...
- ✓ Quelle volonté politique ? #Élections2019





# Perspectives du Sud sur les traités commerciaux: point de vue depuis les Andes

Angela Ocampo Carvajal  
IACCHOS-UCL

Discutant: Mario Bucci - CIEP



UCLouvain



# Perspectives du sud sur les traités commerciaux:

## Point de vue des Andes

Angela Ocampo  
Doctorante en sociologie  
CRIDIS/IACCHOS

## 1. L' Accord Commercial Union Européenne – Colombie, Pérou et Equateur comme cas d'étude : éléments de contexte

- Dès négociations à la signature en 2012
- Défis posés et critiques adressés à l'Accord par les pays du Sud

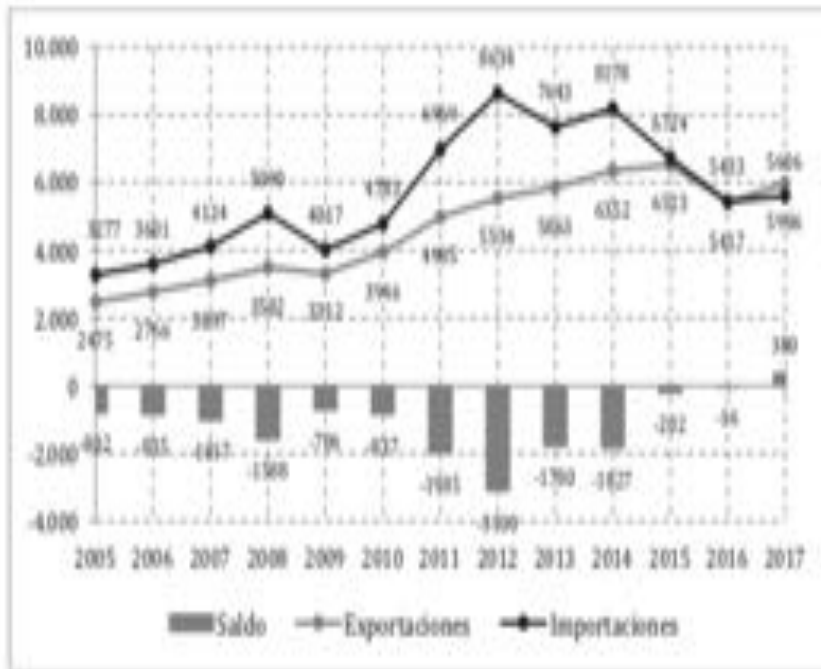


## 2. Impacts des traités commerciaux dans les pays du Sud : Colombie et Pérou

- Défis dans l'évaluation des impacts
- Une appréciation par les chiffres: la balance commerciale

## COLOMBIE

Gráfico 1. Exportaciones, importaciones y saldo comercial UE-Colombia



Fuente: Elaboración propia a partir de la base de datos Comext de Eurostat.

*Selon les chiffres de l'Etude commandité par le Parlement Européen (juillet 2018) et chiffres d'Eurostat*

### Exportations des biens de l'UE en Colombie

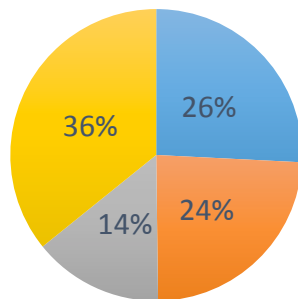
de 5,534 Millions d'euros en 2012 a 5, 986 Millions d'euros en 2017: soit une augmentation de 8.6% à 10.5% en 2016.

### Importations des biens Colombiens à l'UE

de 8, 634 M euros en 2012 à 5, 606 M euros en 2017, soit une chute de 35%; c'est à dire une balance commerciale déficitaire du coté de la Colombie. Le commerce entre l'UE et la Colombie s'est réduit de 18%.

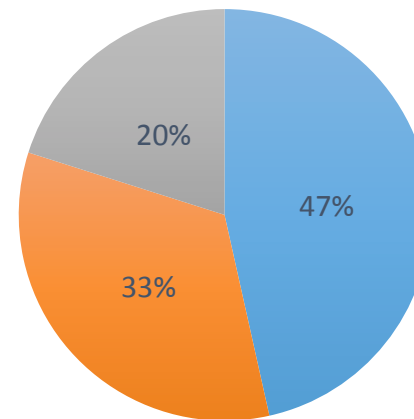
Perspectives du sud sur les traités commerciaux: un point de vue des Andes

## Principales exportations de l'UE en Colombie



- Machinerie et appareils
- Industries chimiques
- Matériaux secteur transports

## Principales exportations colombiennes à l'UE

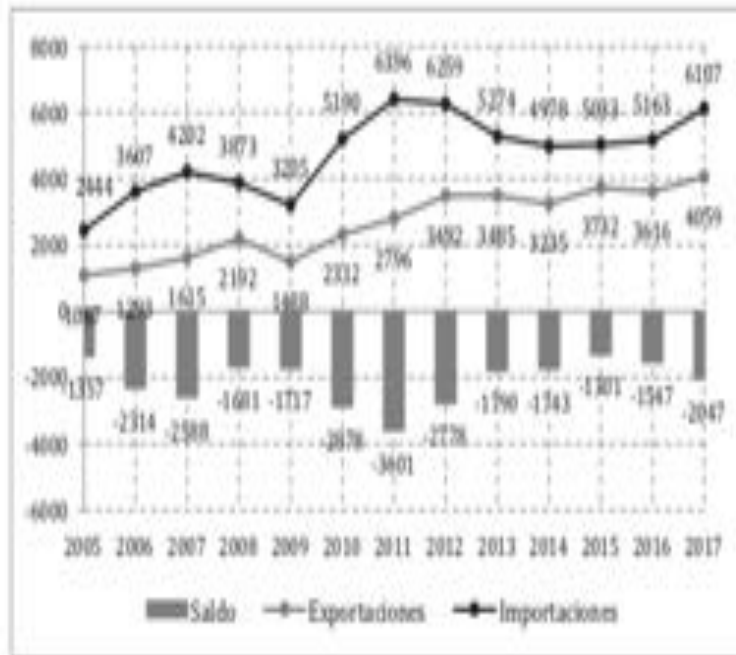


- Produits miniers
- Produits végétaux
- Autres produits

Perspectives du sud sur les traités commerciaux: un point de vue des Andes

## PÉROU

Gráfico 2. Exportaciones, importaciones y saldo comercial UE-Perú



Fuente: Elaboración propia a partir de la base de datos Comext de Eurostat.

*Selon les chiffres de l'Etude commandité par le Parlement Européen (juillet 2018) et chiffres d'Eurostat*

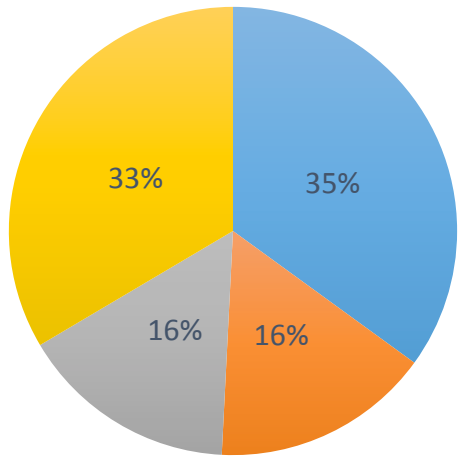
### Exportations des biens de l'UE en Perou

de 3,485 Millions d'euros en 2012 a 4,059 Millions d'euros en 2017: soit une augmentation de 16.6 % à 12.3% en 2016.

### Importations des biens Perouviens à l'UE

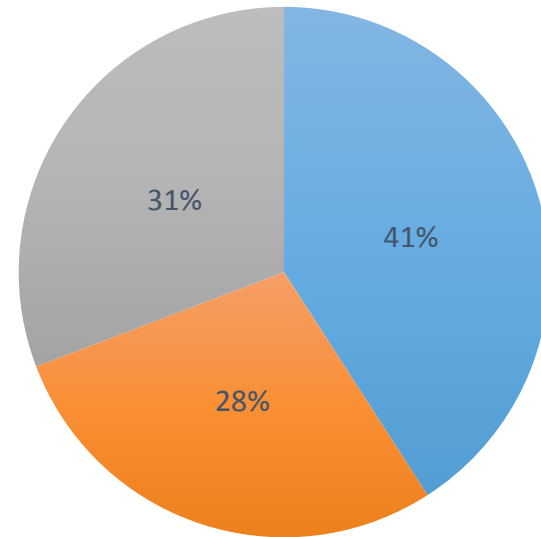
de 6,259 M euros en 2012 à 6,107 M euros en 2017, soit une chute de 2.4%; Les années suivantes on assiste a une petite récupération de 1.1% en 2015 et de 2.6% en 2016. Au contraire du cas colombien, le commerce avec l'UE a augmenté de 4.4%.

## Principales exportations de l'UE au Pérou



- Machinerie et appareils
- Industries chimiques
- Matériaux secteur des transports
- Autres

## Principales exportations péruviennes à l'UE



- Produits miniers
- Produits végétaux
- Autres produits

Perspectives du sud sur les traités commerciaux: un point de vue des Andes

## Derrière les chiffres

- Forte vulnérabilité des économies au cours internationaux des matières premières;
- Peu de diversification des produits et des secteurs de l'économie;
- Coûts et risques pour les travailleurs, les communautés ethniques et paysannes et l'environnement.

## Derrière les chiffres

- 20% du territoire péruvien est concerné par l'exploration ou exploitation minière (Grufides, 2012)
- 40 % du territoire colombien est concerné par l'exploration ou exploitation minière (Observatorio Ambiental UNAL, 2011)





### 3. Accords commerciaux et conflits socio-environnementaux ?

- Qu'est-ce qu'un conflit socio-environnemental?
  - **19 conflits socio-environnementaux** reportés en Colombie (Observatorio de conflictos ambientales, UNAL)
  - **124 conflits socio-environnementaux** reportés au Pérou (Defensoría del pueblo, 2018)

Perspectives du sud sur les traités commerciaux: un point de vue des Andes



### 3.1. Colombie: « paix territoriale » vs. modèle de développement

- Tensions entre la construction de paix dans les territoires les plus touchés par le conflit armé et le modèle de développement dominant axé sur l'exploitation de ressources naturelles.
- **Réorganisation (re-ordenamiento) territoriale**
  - **ZIDRES:** Zones de développement rural, économique et social
  - **Modification du code des mines:** « *Projets d'intérêt national stratégiques* » et « *Zones minières stratégiques* »



Source: PBI Colombia

Perspectives du sud sur les traités commerciaux: un point de vue des Andes

### 3.1. Colombie: « paix territoriale » vs. modèle de développement

- Restitution de terres aux victimes du conflit armé (Loi 1448 du 2011)
- Affaiblissement des mécanismes citoyens, reconnus par la Constitution:
  - Consultation préalables libres et informés (en conformité avec la Convention n. 169 de l'OIT)
  - Consultation populaire ou « referendums locaux »
- Répressions et violences

#### 4. Résistances: Le « tournant éco-territorial » des luttes

- *Territoire de vie* vs. Territoire-ressource
- Luttes localisés – réseaux internationaux d'action, incidence et solidarité



Source: PBI Colombia





# Perspectives féministes sur les traités de libre échange et les droits des travailleurs-euses

Tessa Cerisier  
WILPF – Genève

Discutante: Magali Verdier – MOC Bruxelles

# PERSPECTIVES FÉMINISTES SUR LE PROJET DE TRAITÉ CONTRAIGNANT SUR LES MULTINATIONALES ET LES DROITS HUMAINS

Tessa Cerisier, WILPF

16.11.2018



# Women's International League for Peace and Freedom

- Plus ancienne organisation internationale au monde de femmes oeuvrant pour la paix
- Fondée à la Haye en 1915 lorsque 1'300 femmes se sont rassemblées pour protester contre WW1
- Approche féministe, non-violente, basée sur les droits humains et anti-militariste



# Women's International League for Peace and Freedom

- Secrétariat International, quatre programmes : PeaceWomen (Femmes, Paix et Sécurité), Désarmement (Reaching Critical Will) basés à NY et Droits Humains et Réponse aux Crises à Genève
- 33 sections et 8 groupes dans le monde. Pays francophones, France, Suisse, RDC, Polynésie, Côte d'Ivoire, Chad, Niger, CAR et Cameroun





# Women's International League for Peace and Freedom

- Thèmes de travail:
  - Femmes, Paix et Sécurité
  - Droits des femmes
  - Désarmement
  - Impact du néolibéralisme sur les femmes et les conflits (économie de guerre)



# Le “business case” de l’égalité des genres: “win-win”?

- Arguments économiques en faveur de l'égalité des genres: McKinsey, participation accrue des femmes au marché du travail pourrait ajouter [12 trillions de dollars au PIB mondial d'ici 2025](#)
- Approche utilitariste du travail des femmes comme « empowerment » économique déconnectée d'une approche fondée sur les droits humains des femmes



# Quid des impacts des entreprises sur les droits des femmes?

- Femmes en bas de la chaîne de valeur des industries manufacturières (secteur textile, footwear, etc.)
- Femmes sur-représentées dans les zones économiques spéciales, zones de « non-droit »
- Industries extractives/ressources naturelles:
  - Impact spécifique des évictions/accaparement de terres sur les femmes (droits fonciers/indemnisation)
  - Impacts environnementaux (pollution/eau)
  - Impacts sécuritaires (sécurité privée/militarisation)



# Quid des impacts des entreprises sur les droits des femmes?

- Absence de participation des femmes aux consultations avec les autorités/entreprises (études d'impacts, indemnisation, etc.)
- Accès à la justice (langue, alphabétisation juridique, moyens financiers, accessibilité géographique, indemnisation sensible au genre et culture, etc.)
- Menaces contre les femmes défenseuses des droits humains (représailles, intimidations, meurtres, violences sexuelles, etc.)



# Outils internationaux prévus sur les droits des femmes / sphère économique

- Convention de l'ONU sur l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes
- Pacte International sur les droits économiques, sociaux et culturels
- Conventions OIT: n ° 182 sur la protection de la maternité n ° 156 sur les travailleuses ayant des responsabilités familiales et n ° 100 sur l'égalité de rémunération, n ° 189 sur les droits des travailleurs domestiques



# Outils internationaux prévus sur les droits des femmes / sphère économique

- Principes directeurs de l'ONU sur les entreprises et les droits de l'Homme: références au genre à minima + cadre de soft law
- Objectifs de développement durable:
  - ODD5 égalité des genres, ODD8 croissance économique inclusive et durable, plein emploi productif et travail décent pour tous, ODD 10 sur la réduction des inégalités au sein des pays et entre eux, ODD 2 sur la sécurité alimentaire, ODD 3 sur la santé et ODD 4 sur l'éducation



# Pourquoi les femmes défendent un traité contraignant?

- Limites des approches non-contraignantes: impunité des entreprises pour les violations, y compris des droits des femmes. Tentatives depuis 40 ans!
- Instrument contraignant peut renforcer l'accès à la justice y compris de manière extraterritoriale
- Instrument doit être sensible aux questions de genre étant donné les impacts différents des entreprises sur les femmes mais aussi sur les groupes marginalisés
- Nécessité de mobilisation! Processus politique...



# Quelles sont les demandes féministes sur le projet de traité?

- Evaluation obligation des impacts de genre des activités des entreprises dans le devoir de vigilance et mesures spécifiques pour les prendre en compte
- Mécanismes d'accès à la justice et de réparation sensible au genre
- Mesures pour la protection des défenseurs des droits humains travaillant sur les violations de droits commises par les entreprises avec prise en compte des menaces spécifiques contre les femmes





# Mobilisations féministes sur le projet de traité?

- [Vidéo](#)
- **Soutenez #Feminists4BindingTreaty** et suivez-nous sur Twitter
- Signez la pétition pour appeler le gouvernement belge à soutenir le traité sur les multinationales et les droits humains avec une perspective de genre  
<https://goo.gl/forms/vGuZhgz2Sh4NAnSs1>



# Mobilisations féministes sur la justice économique

- Institutions financières internationales: impacts des mesures d'austérité sur les femmes
- Impact de l'évasion fiscale sur les femmes
- Travail domestique non-rémunéré
- Accords commerciaux



**MERCI!**

WOMEN'S INTERNATIONAL LEAGUE FOR  
**PEACE & FREEDOM**



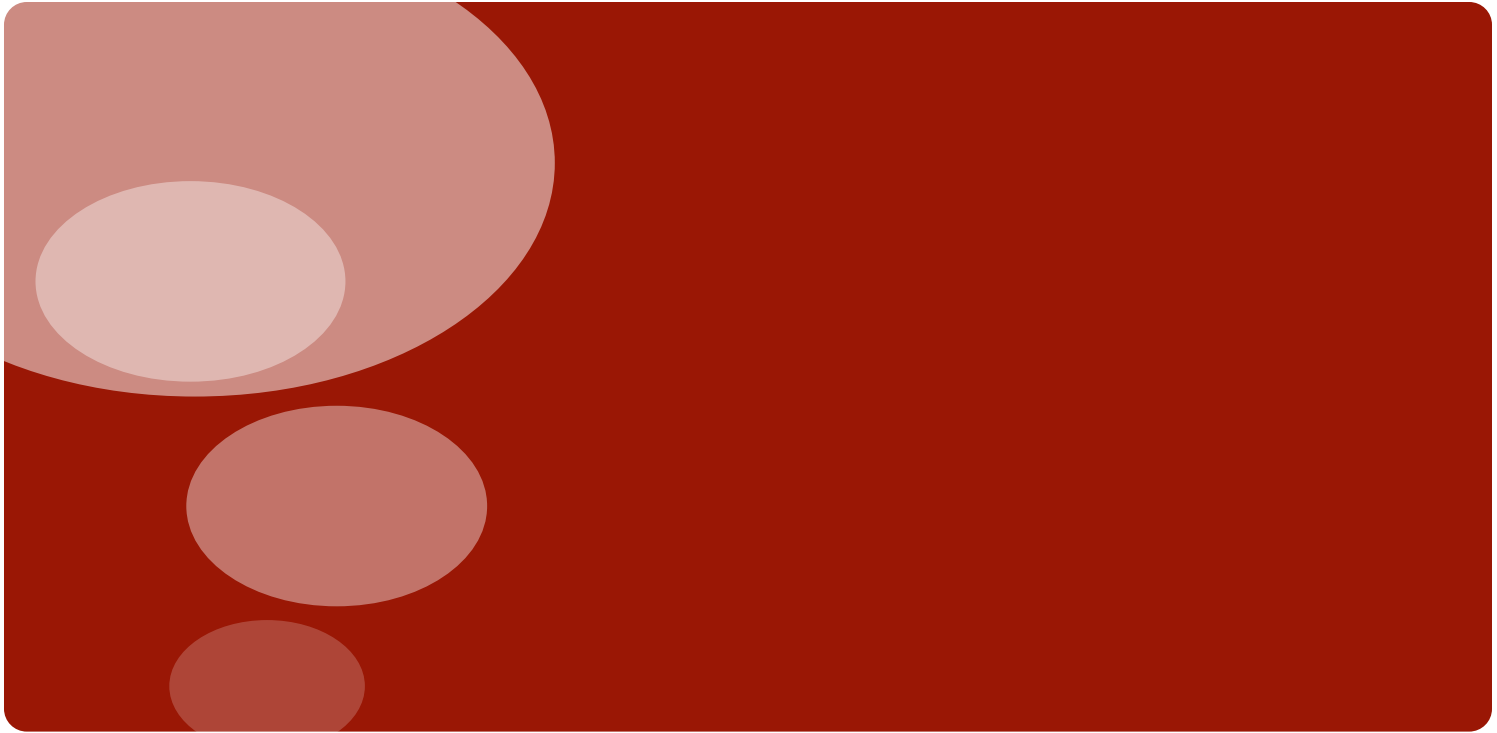
**Soutenez #Feminists4BindingTreaty et suivez-nous  
sur Twitter**


**Vidéo**

**Signez la pétition pour appeler le gouvernement belge  
à soutenir le traité sur les multinationales et les  
droits humains avec une perspective de genre**

**<https://goo.gl/forms/vGuZhgz2Sh4NAnSs1>**







# Syndicats, commerce et traités: quelles mobilisations et solidarités?

Thomas Miessen  
CSC – Service international

Discutante: Zoé Maus- CIEP



# Journée d'études du CIEP Du commerce, des traités et des droits

## *Syndicats, commerce et traités, quelles mobilisations et solidarités?*

16/11/2018, Thomas Miessen, CSC, SRIE





# Contenu

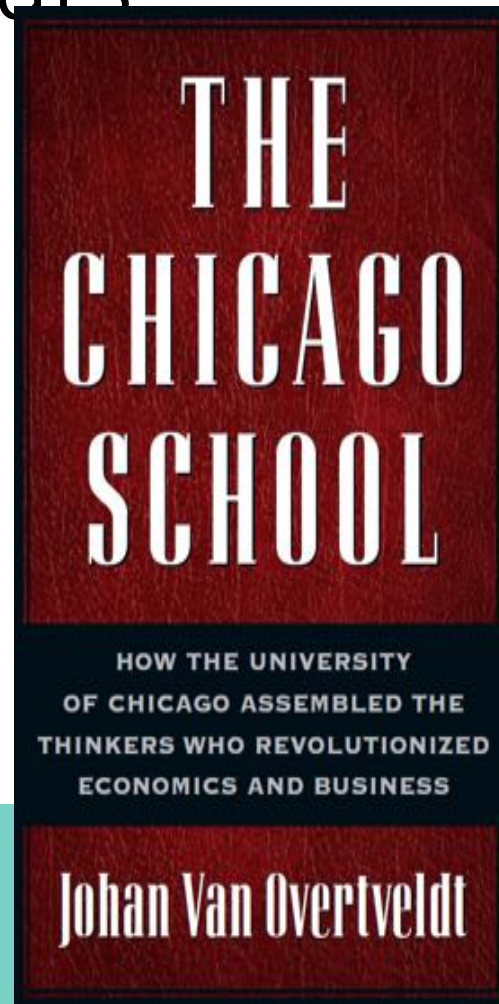
1. Commerce et traités: les impacts pour les travailleurs
2. Organisation syndicale au niveau européen et international
3. Solidarités froides et chaudes
4. Priorités syndicales par rapport à la politique commerciale
5. Enjeux actuels et futurs: élections, BREXIT, Trump, Bolsonaro, ...
6. Et surtout ... un mouvement collectif



# 1. Commerce: les impacts pour les travailleurs



# 1. Commerce: les impacts pour les travailleurs



# 1. Commerce: les impacts pour les travailleurs

- Sur l'emploi (nombre, qualité, ...)
- Sur les salaires
- Sur le droit du travail
- Sur l'Etat comme régulateur et opérateur
- ...



# 1. Commerce: les impacts pour les travailleurs



DIRECTORATE-GENERAL FOR INTERNAL POLICIES

POLICY DEPARTMENT  
ECONOMIC AND SCIENTIFIC POLICY **A**

find your career

- Economic and Monetary Affairs
- Employment and Social Affairs
- Environment, Public Health and Food Safety
- Industry, Research and Energy
- Internal Market and Consumer Protection

**TTIP and Jobs**

GLOBAL DEVELOPMENT AND ENVIRONMENT INSTITUTE  
WORKING PAPER NO. 14-03

---

**The Trans-Atlantic Trade and Investment Partnership:**  
European Disintegration, Unemployment and Instability

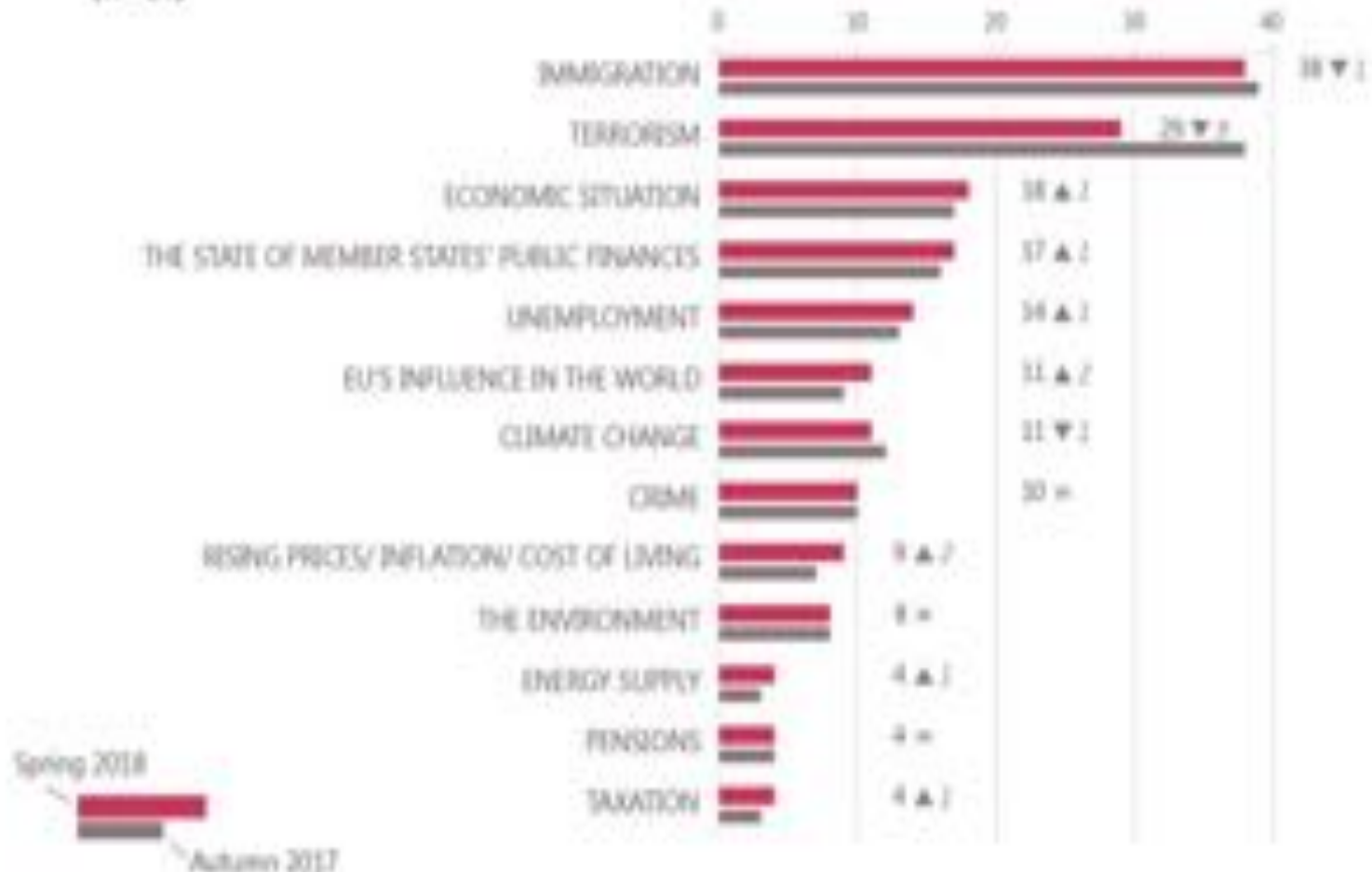
Jeronim Capaldo  
October 2014

---



# 1. Commerce: les impacts pour les travailleurs

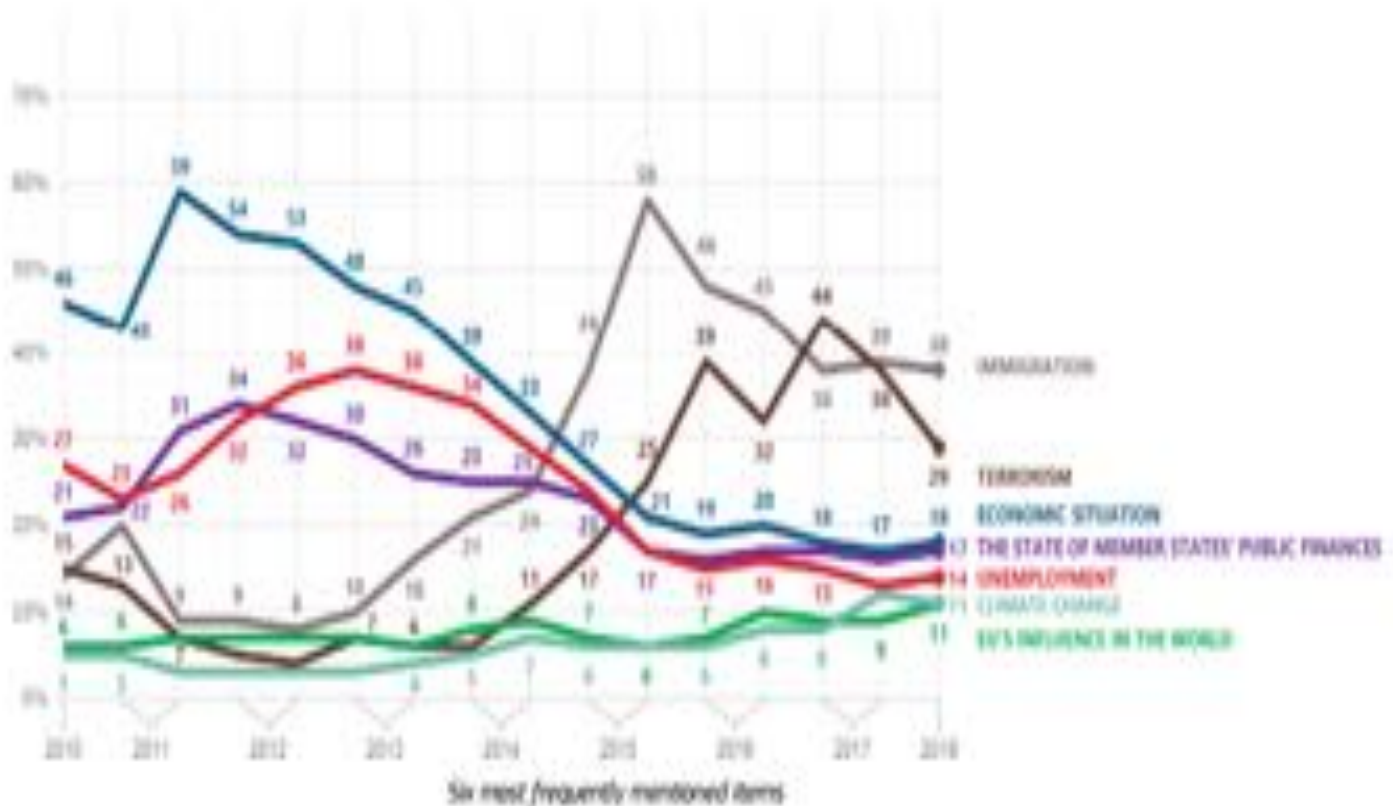
Q45 What do you think are the two most important issues facing the EU at the moment?  
(% - EU)



Q45 What do you think are the two most important issues facing the EU at the moment?  
(% - EU)

# 1. Commerce: les impacts pour les travailleurs

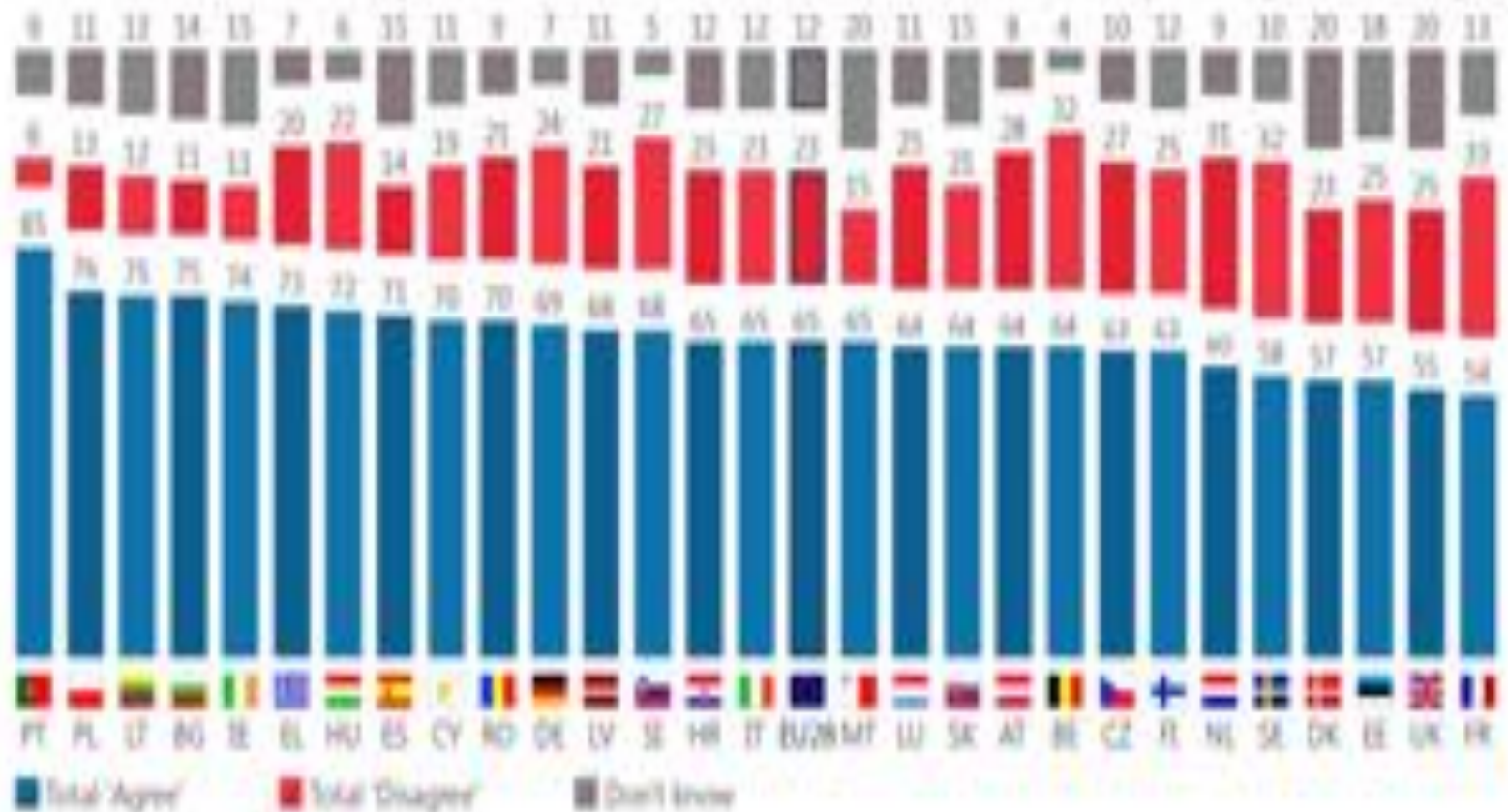
Q43 What do you think are the two most important issues facing the EU at the moment?  
(% - EU)



# 1. Commerce: les impacts pour les travailleurs

Q3a.3 For each of the following statements, please tell me whether you totally agree, tend to agree, tend to disagree or totally disagree

The EU has sufficient power and tools to defend the economic interests of Europe in the global economy (%)





# 1. Commerce: les impacts pour les travailleurs

## Key concerns of extreme right party supporters in nine countries

■ Globalization as a Threat ■ Economic Anxiety ■ Traditionalism

AfD, Germany



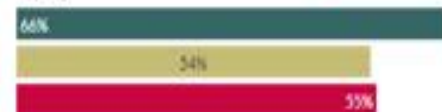
FN, France



FPÖ, Austria



LI, Italy



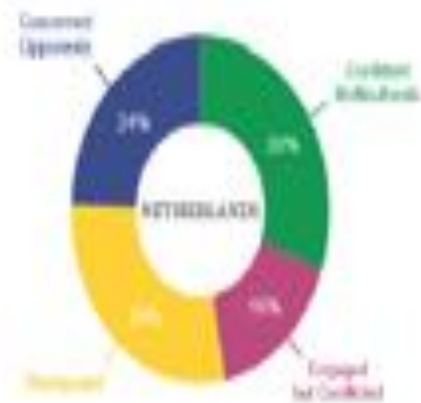
Fidesz, Hungary



PiS, Poland



# 1. Commerce: les impacts pour les travailleurs



## 2. Organisation syndicale

- Au niveau européen



# 2. Organisation syndicale

etui web sites | Contact | Sitemap | EN | DE | FR | Search

**worker-participation.eu**  
the gateway to information on worker participation issues in Europe

a service of the **etui.**

About WP | National Industrial Relations | European Works Councils | European Company (SE) | Company Law and CO | EU Framework for LCP | EU Social Dialogue | Contact

Home / National Industrial Relations / Map of European Industrial Relations

NATIONAL INDUSTRIAL RELATIONS

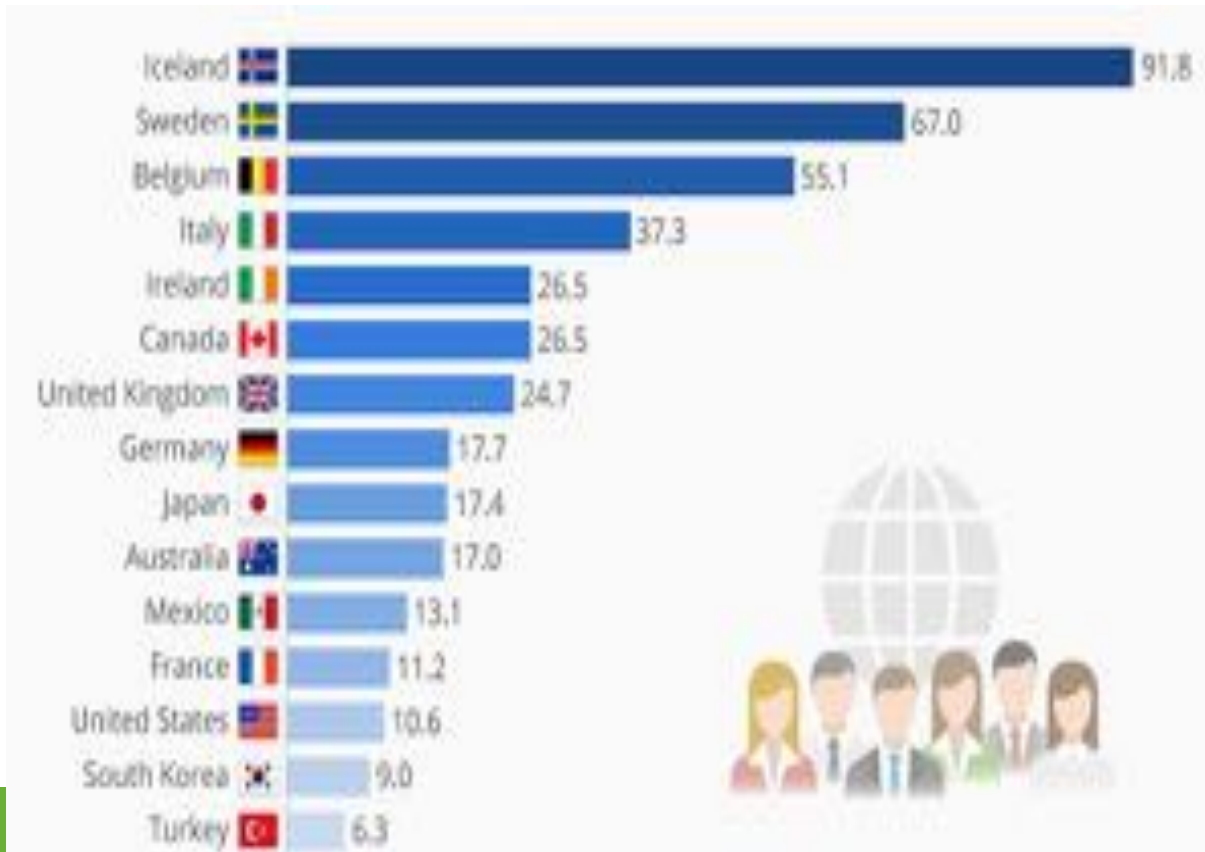
- Map of European Industrial Relations
- Across Europe
- Compare Countries
- Countries

## MAP OF EUROPEAN INDUSTRIAL RELATIONS

The map provides you with a first insight into the countries' main differences of their national systems of industrial relations. By pointing over the countries, a small fact box is displayed. Clicking will bring you to the detailed page for this country.



## 2. Organisation syndicale



## 2. Organisation syndicale



# 2. Organisation syndicale

Situation socioéconomique



## 2. Organisation syndicale





## 2. Organisation syndicale

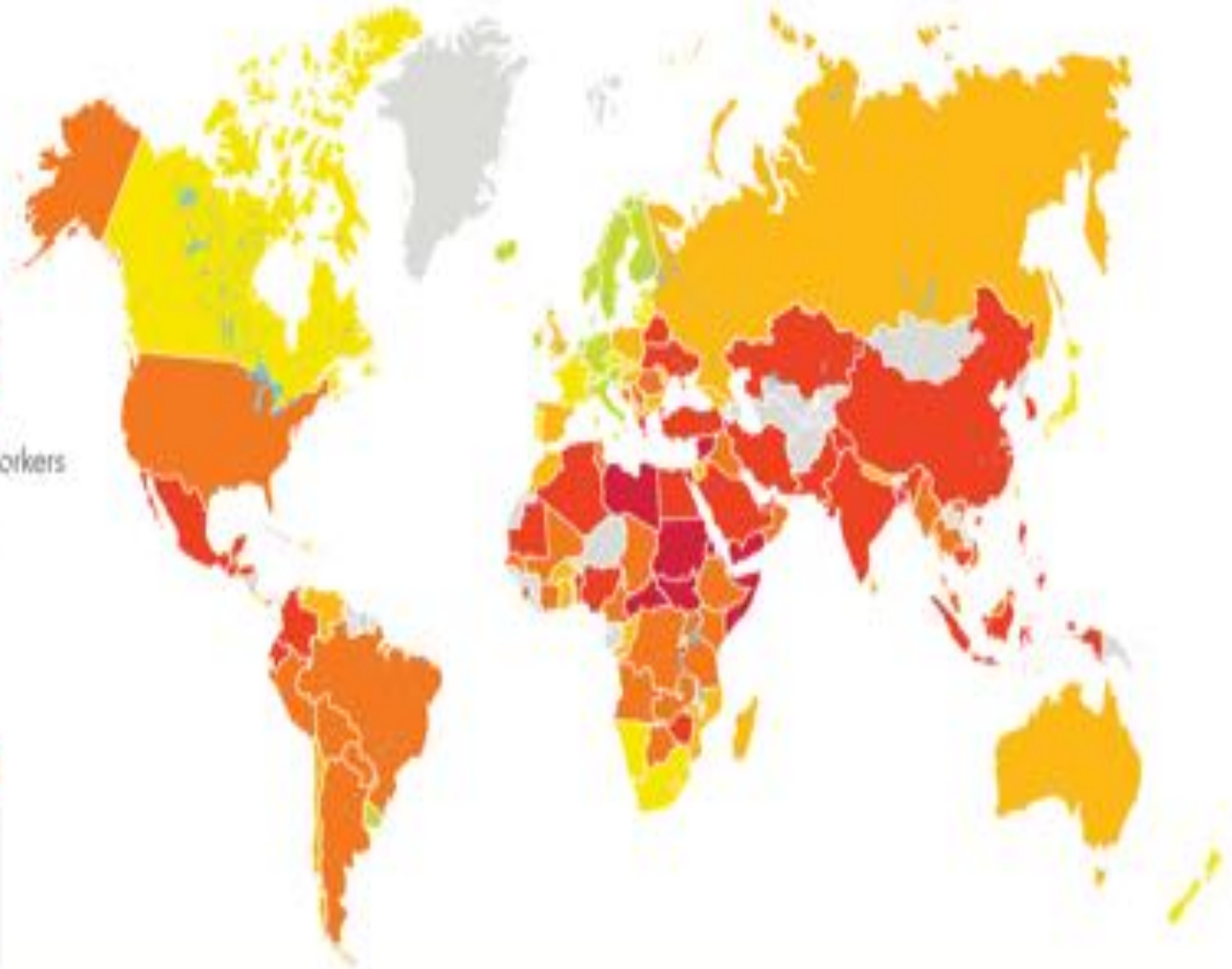
- Au niveau international



# 2. Organisation syndicale

## 2018 ITUC GLOBAL RIGHTS INDEX

The World's Worst Countries for Workers



ITUC CGR

Survey: [ituc.org](http://ituc.org) [rightsindex.org](http://rightsindex.org)

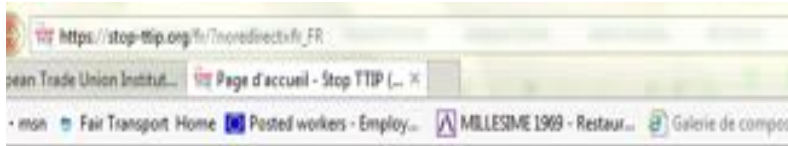
- 5+ No guarantee of rights due to the weakness of the law
- 4 No guarantee of rights
- 3 Systematic violations of rights
- 2 Regular violations of rights
- 1 Occasional violations of rights
- 0 Sporadic violations of rights
- no data

# 3. Solidarités froides et chaudes

- Solidarités institutionnalisées (OIT, UE, ...)
- L'organisation syndicale au niveau européen et international (CSI, GUFs, CES et FSE)
- La coopération syndicale (RCSD de la CSI)
- Les alliances de la société civile internationale et européenne (syndicats, ONGs, mouvements sociaux, ...)
- L'action syndicale internationale et européenne au niveau national, régional et local







**STOP TTIP!** INITIATIVE EUROPÉENNE  
STOP TTIP & CETA



Passer le CETA en revue – Faites le "CETA CHECK" : Demandez aux membres du Parlement européen de voter contre le CETA et le Canada (CETA). Supprimons le secret qui entoure CETA et portons le débat sur la place publique ! Après tout, ça ne fonctionne pas. Cliquez ici pour en savoir plus...



**NO 2 ISDS!**

APPELZ LES DÉPUTÉS EUROPÉENS À DIRE "NO 2 ISDS" !

Aidez en utilisant notre graphique interactive ! Demandez aux parlementaires européens de voter contre le mécanisme ISDS et de soutenir la plus grande majorité des citoyens européens qui s'opposent à l'accord aux Investisseurs et États.

**Thank you very much for your support!**  
**Vielen Dank für eure Unterstützung!**  
**Merci pour votre soutien !**

#NO2ISDS



# 4. Priorités syndicales par rapport à la politique commerciale

- Le traité contraignant
- Un travail dans les filières
- Les instruments de défense commerciale
- Position sur la CMI, ...
- Chapitre de développement durable



## Position de la CES sur un Traité des Nations Unies sur les Sociétés Transnationales

Adoptée lors du Comité Exécutif du 25 – 26 Juin 2018

Les sociétés transnationales (STN) opèrent dans un vide juridique et juridictionnel en raison de leur portée mondiale. Il y a toujours des abus et des violations des droits de l'homme dans le monde entier qui engagent directement ou indirectement la responsabilité des entreprises. Le modèle commercial actuel, dont la majorité est liée aux chaînes d'approvisionnement mondiales, sur des marchés hautement compétitifs et à faible coût, signifie que les emplois créés par les STN sont souvent en deçà des normes de travail décentes. Ni les normes volontaires ni les obligations des États en vertu du droit international n'assurent la protection des travailleurs et des victimes. Il est donc urgent de prévenir les violations des droits humains et syndicaux et d'améliorer l'accès à la justice, aux recours et aux réparations pour les victimes.

En juin 2014, le Conseil des droits de l'homme résolution 26/9 et crée un groupe de travail interg limitée sur les sociétés transnationales et autres ent instrument international juridiquement contraignant international des droits de l'homme, les activités des !

## BELGIUM AND THE SUSTAINABLE SUPPLY CHAIN AGENDA: LEADER OR LAGGARD?

Review of human right due diligence initiatives in the Netherlands, Germany, France and EU, and implications for policy work by Belgian civil society

### ETUC assessment on Commission's non paper on Trade and Sustainable Development (TSD) chapters in EU Free Trade Agreements

The Commissioner for external trade Cecilia Malmstrom has published in a [non-paper](#) concluding remarks of a debate on the implementation and enforcement of Trade and Sustainable Development (TSD) chapters in EU Free Trade Agreements. The paper outlines 15 action points to be taken to revamp the TSD chapter, under four broad headings: Working Together; Enabling and civil society including the Social Partners to play a greater role in implementation; Delivering; and Transparency and Communication.

The [ETUC replied to the consultation](#) in October 2017. The ETUC deeply regrets that Commission has brushed away the possibility of introducing an economic sanction mechanism in case of persistent breaches of labour rights within EU trade agreements, as has been proposed consistently by the ETUC over many years.

The 15 points outlined in the paper may slightly improve the effectiveness of the current system, by enabling more trade union participation in the implementation of the agreements. A commitment of the Commission is to be more assertive in making full use of the dispute settlement mechanism where a party fails to comply with a labour commitment, by recourse to an independent panel procedure leading to a public report with recommendations. ETUC has been calling the Commission to launch dispute proceedings in the case of the EU-South Korea Free Trade Agreement because of the

# 4. Priorités syndicales par rapport à la politique commerciale

- Le commerce et l'action syndicale à la base







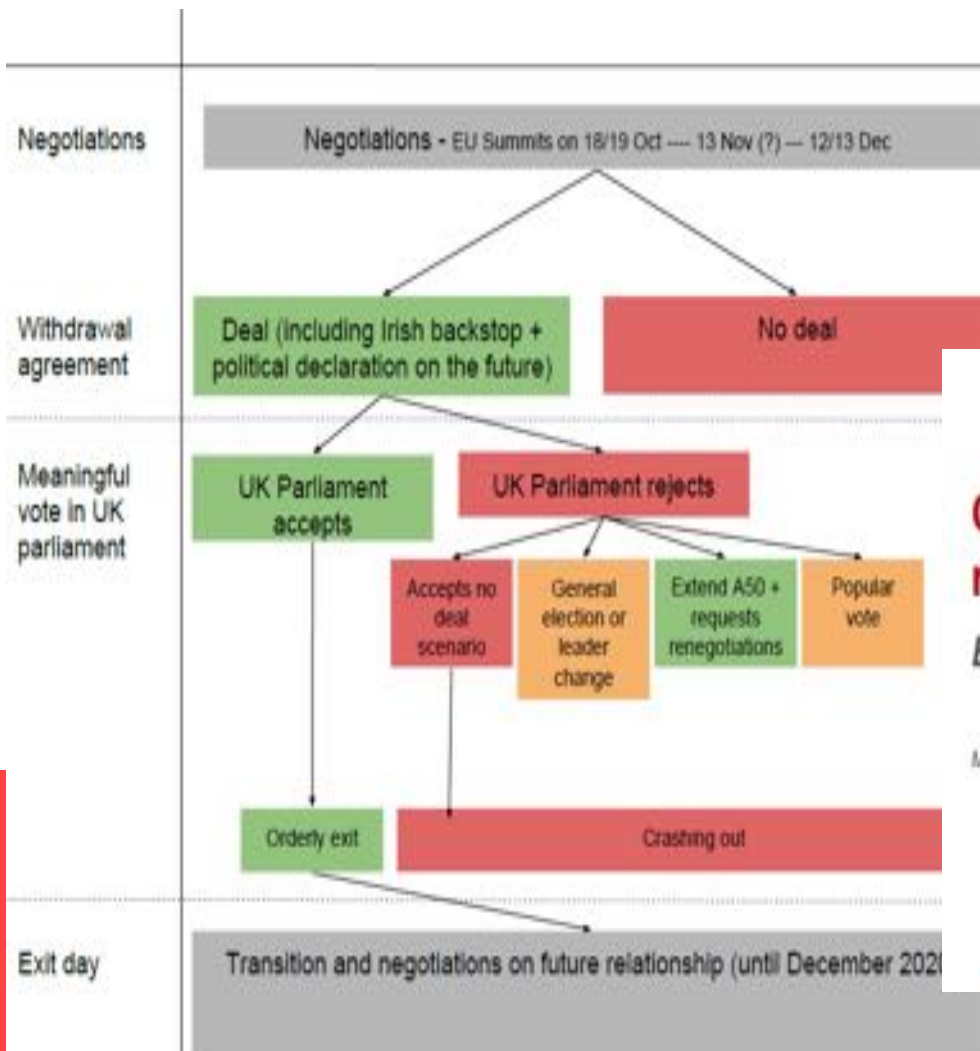
Brasil de Fato était en direct.

12 novembre, 11:09 -

# 5. Enjeux actuels et futurs: élections, BREXIT, Trump, Bolsonaro, ...



# 5. Enjeux actuels et futurs: élections, BREXIT, Trump, Bolsonaro, ...



**Could a bad Brexit deal reduce workers' rights across Europe?**

*Estimating the risks of a 'race to the bottom'*

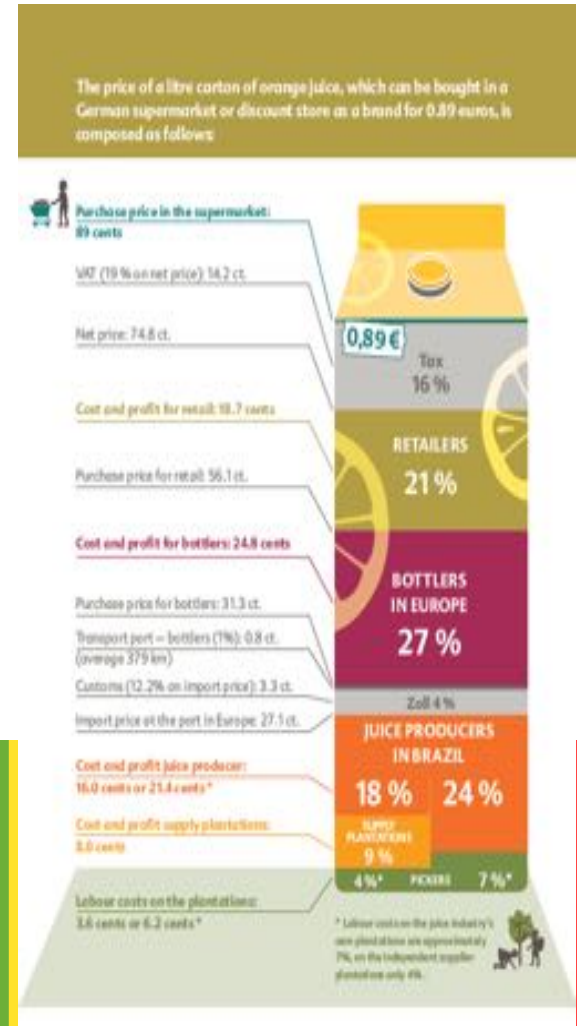
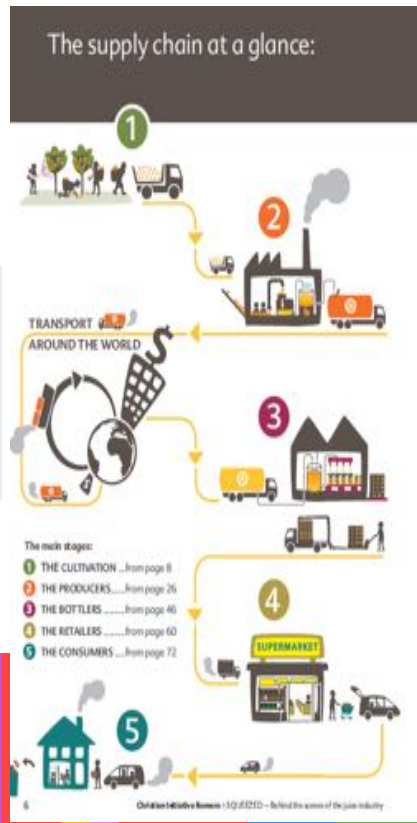
Monica Andriescu and Lesley Giles



# 5. Enjeux actuels et futurs: élections, BREXIT, Trump, Bolsonaro, ...



# 5. Enjeux actuels et futurs: élections, BREXIT, Trump, Bolsonaro, ...



## 6. Et surtout ... un mouvement collectif ...





# Conclusions

Christian Kunsch  
MOC



Merci et  
Bon Retour !!!!